



**GIJTR**

Global Initiative for Justice,  
Truth & Reconciliation



# LA VOIX PLUTÔT QUE LA VIOLENCE

Perspectives de  
Jeunes Activistes du  
Monde Entier

# À PROPOS DE CETTE BOÎTE À OUTILS

Cette boîte à outils est un produit du projet Centering Young Activist Voices in Atrocity Prevention mis en œuvre par l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR). En janvier 2021, les partenaires de la GIJTR, l'International Coalition of Sites of Conscience (ICSC), Asia Justice and Rights (AJAR) et le Humanitarian Law Center (HLC), ont mis en place un Groupe de travail sur la jeunesse dans la prévention des atrocités, en sélectionnant 10 jeunes militants d'Afghanistan, de Côte d'Ivoire, d'Indonésie, des Philippines et de Serbie pour participer à des formations, mener des interventions axées sur la prévention des atrocités dans un cadre de justice transitionnelle, et cerner les signes d'alerte précoce communs qui précèdent souvent les violations massives des droits humains. À la suite d'une série de formations à distance, chaque membre du groupe de travail a reçu 3 500 dollars pour concevoir et mettre en œuvre un projet communautaire qui crée un espace pour les jeunes afin de leur permettre de devenir des agents actifs de la prévention des atrocités et de mettre en pratique leur compréhension des concepts de prévention des atrocités et de justice transitionnelle. Les résultats et les enseignements tirés de ces petits projets sont détaillés dans les chapitres suivants de cette boîte à outils, tous rédigés par les jeunes militants eux-mêmes, et fournissent des stratégies de reproduction et d'adaptation que d'autres jeunes militants peuvent appliquer dans leurs propres contextes.



Cette boîte à outils vise à combler le fossé croissant entre les connaissances produites sur les jeunes et leur rôle dans la prévention des atrocités, et le véritable processus de production de connaissances. Les jeunes ont rarement l'occasion concrète d'utiliser leurs connaissances expérientielles pour produire de la littérature sur le sujet de l'engagement des jeunes dans la prévention des atrocités et la justice transitionnelle. Trop souvent, ils sont consultés, mais ne participent pas au processus décisionnel sur la manière dont leurs contributions sont ensuite communiquées. Les projets communautaires entrepris par les membres du Groupe de travail sur la jeunesse dans la prévention des atrocités de la GIJTR, ainsi que le contenu de cette boîte à outils, témoignent de la richesse des connaissances et des compétences des jeunes. En plus de détailler les stratégies d'engagement des jeunes dans la prévention des atrocités, l'élaboration de cette boîte à outils a été hautement participative, et a impliqué chaque membre du groupe de travail à chaque prise de décision. Du titre de la boîte à outils aux thèmes des chapitres, en passant par les illustrations, chaque décision a été prise par les membres du groupe de travail eux-mêmes.

## REMERCIEMENTS

### PRINCIPAUX AUTEURS :

Spouzhmai Akberzai  
Wazi Marie-Flore Begou  
Madelene De Borja  
Loi Alian A. Cabaluna  
Iva Janković

Gbadé Teloh Amandine Macoura  
Manik Marganamahendra  
Anđela Savić  
Mohammad Yahya Qanie

ILLUSTRÉ PAR :  
Irinđhita Laras Putri

ÉDITÉ PAR :  
Bokang Poee  
Devon Gulbrandsen

Cette boîte à outils a également bénéficié des révisions et des observations judicieuses de Sarah Bradshaw (International Coalition of Sites of Conscience), Višnja Šijačić (Humanitarian Law Center Foundation), Predrag Milić (Humanitarian Law Center Foundation), Vladan Djukanović (Humanitarian Law Center Foundation), Anindya Amanda (Asia Justice and Rights), Indri Fernida (Asia Justice and Rights) et Lori Fried.

Afin de préserver les voix individuelles des jeunes auteurs militants, leurs chapitres ont été édités pour plus de clarté, mais pas pour imposer un ton singulier à l'ensemble de la publication.

Publié en mai 2022

Apprenez-en davantage sur le site  
[www.gijtr.org](http://www.gijtr.org)



International Coalition of  
**SITES of CONSCIENCE**

L'International Coalition of Sites of Conscience (ICSC ou la Coalition) est un réseau mondial de musées, de sites historiques et d'initiatives au niveau local dédié à la construction d'un monde futur plus juste et plus pacifique, encourageant les communautés à ne pas oublier les luttes pour les droits humains et à confronter leurs répercussions modernes. Fondée en 1999, l'ICSC comprend désormais plus de 300 sites de conscience membres dans 65 pays. L'ICSC soutient ces membres par l'intermédiaire de sept réseaux régionaux qui encouragent la collaboration et les échanges internationaux de connaissances et de pratiques exemplaires.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.sitesofconscience.org](http://www.sitesofconscience.org)

# TABLE DES MATIÈRES

Termes clés et définitions .....	8
Introduction .....	11
<b>Justice transitionnelle, prévention des atrocités et engagement de la jeunesse</b>	
<b>Serbie</b>	
par: Anđela Savić .....	14
<b>Pendant que brûle le monde : santé mentale, soutien psychologique et jeunes militants</b>	
<b>Serbie</b>	
par: Iva Janković .....	20
<b>Les jeunes artistes en première ligne du changement</b>	
<b>Philippines</b>	
par: Madelene De Borja .....	26
<b>JouHRno : une approche du journalisme basée sur les droits et le principe du ne pas nuire aux Philippines</b>	
<b>Philippines</b>	
par: Loi Alian A. Cabaluna .....	31

**Donner aux jeunes les moyens d'utiliser les réseaux sociaux comme un nouvel espace public de prévention des atrocités : étude de cas en Indonésie**

**Indonésie**

par: Manik Marganamahendra.....36

**Le rôle de la mémoire et de la commémoration**

**Côte d'Ivoire**

par: Gbadé Teloh Amandine Macoura.....42

**Stratégies pour permettre aux jeunes défenseurs et militants de susciter le changement**

**Côte d'Ivoire**

par: Wazi Marie-Flore Begou.....47

**La voix plutôt que la violence : une conception féministe de la violence en Afghanistan**

**Afghanistan**

par: Spouzhmai Akberzai .....53

**La Protection Physique, Numérique, Juridique et Financière des Jeunes Activistes, Journalistes et Défenseurs des Droits de l'Homme**

**Afghanistan**

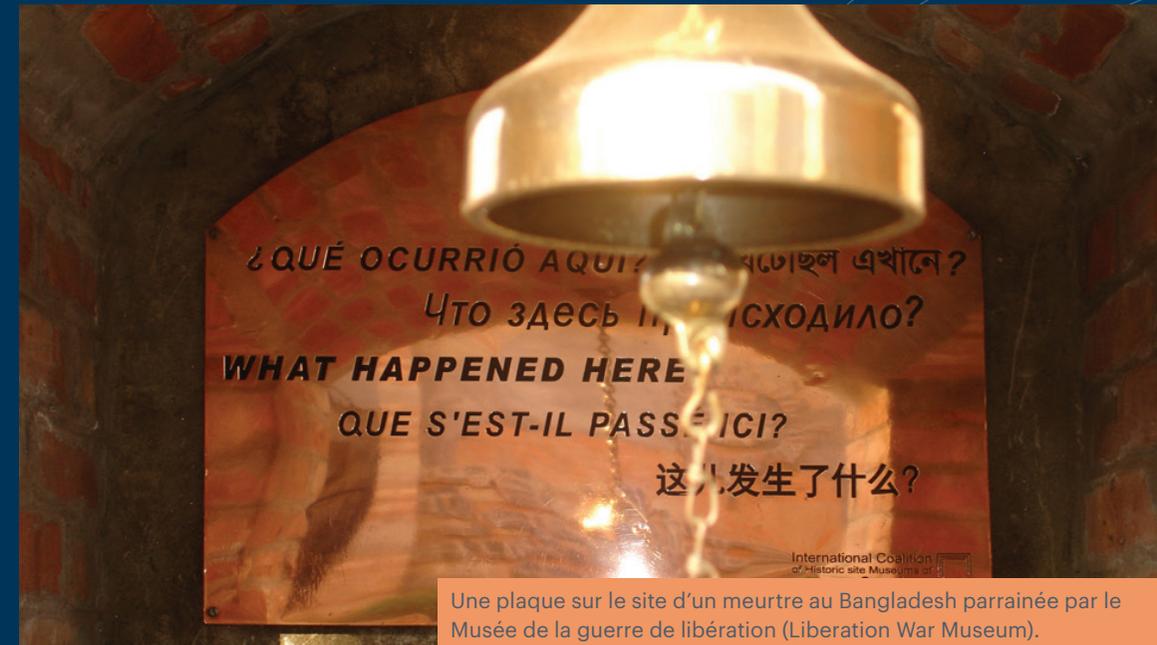
par: Mohammad Yahya Qanie.....57

Conclusión .....

65

# À PROPOS DE LA GLOBAL INITIATIVE FOR JUSTICE, TRUTH, AND RECONCILIATION (GIJTR)

Dans le monde entier, un nombre croissant de voix se fait entendre pour la justice, la vérité et la réconciliation dans les pays où les héritages de violations flagrantes des droits humains assombrissent les transitions entre les régimes répressifs et les formes participatives et démocratiques de gouvernance. Pour répondre à ce besoin, l'International Coalition of Sites of Conscience (ICSC ou la Coalition) a lancé en août 2014 une action, la Global Initiative for Justice, Truth and Reconciliation (GIJTR). Le but de la GIJTR est d'aborder de nouveaux défis dans les pays en conflit ou en transition qui ont du mal à gérer leurs héritages de violations graves et contemporaines des droits humains. La Coalition dirige la GIJTR, qui inclut huit autres organisations partenaires : American Bar Association Rule of Law Initiative (ABA ROLI), États-Unis ; Asia Justice and Rights (AJAR), Indonésie ; Centre for the Study of Violence and Reconciliation (CSVr), Afrique du Sud ; Documentation Center of Cambodia (DC-Cam), Cambodge ; Due Process of Law Foundation (DPLF), États-Unis ; Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG), Guatemala ; Humanitarian



Une plaque sur le site d'un meurtre au Bangladesh parrainée par le Musée de la guerre de libération (Liberation War Museum).

Law Center (HLC), Serbie ; et Public International Law & Policy Group (PILPG), États-Unis. En plus de tirer parti des compétences des membres de la GIJTR, la Coalition s'appuie sur les connaissances et les liens de longue date des plus de 300 membres dans 65 pays afin de renforcer et d'élargir le travail de la GIJTR. Les partenaires de la GIJTR, au même titre que les membres de la Coalition, élaborent et mettent en œuvre une gamme d'activités de programme rapides et à fort impact, utilisant à la fois des approches rétributives et réparatrices de la justice et de la reddition de comptes pour les graves violations des droits humains. L'expertise des organisations de la GIJTR couvre les domaines suivants :

- Communication de la vérité, réconciliation, commémoration et autres formes de mémoire historique ;
- Documentation des violations des droits humains à des fins de justice transitionnelle ;

- Analyse médico-légale et autres efforts liés aux personnes portées disparues et disparues ;
- Plaidoyer pour les victimes, notamment en renforçant leur accès à la justice, au soutien psychosocial et aux activités d'atténuation des traumatismes ;
- Offre d'assistance technique et de développement de la capacité des militants et des organisations de la société civile à promouvoir et à s'engager dans des processus de justice transitionnelle ;
- Initiatives de justice réparatrice ; et
- Assurance de la justice de genre dans tous les processus.

Jusqu'à présent, la GIJTR a guidé des acteurs de la société civile de nombreux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de documentation et de communication de la vérité, a entrepris des évaluations des capacités de commémoration, de documentation et de soutien psychosocial d'organisations locales, et a fourni à des survivants en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord des formations, un soutien et l'occasion de participer à la conception et à la mise en œuvre d'approches communautaires de la justice transitionnelle. Compte tenu de la diversité des expériences et des compétences des partenaires de la GIJTR et des membres du réseau de la Coalition, le programme offre aux pays sortant d'un conflit ou d'un régime répressif une occasion unique de répondre à leurs besoins en matière de justice transitionnelle tout en favorisant la participation locale et en développant les capacités des partenaires communautaires. Depuis sa création, la GIJTR s'est impliquée auprès de personnes issues de 72 pays, a travaillé avec 681 OSC et a appuyé plus de 323 projets communautaires, ainsi que la collecte de plus de 5 040 témoignages de violations de droits humains.



Une exposition GIJTR 2018 de cartes corporelles à Conakry, Guinée.

# TERMES CLÉS ET DÉFINITIONS

**Les termes clés énumérés ont été fournis par les principaux auteurs et utilisent des définitions pour ces termes qui sont en accord avec leur propre conception.**

**Plaidoyer :** Initiatives qui visent à changer ou à influencer un système politique, économique ou social, généralement en travaillant « à l'intérieur du système » (Définition adoptée de [Difference Between](#)).

**Militantisme :** Fait de travailler « en dehors du système » pour provoquer un changement politique ou social au moyen d'une campagne vigoureuse (Définition adoptée de [Difference Between](#)).

**Artivisme :** Rencontre entre le militantisme pour la justice sociale et l'art, qui donne aux civils les moyens de créer des productions visuelles et des performances visant à provoquer le changement.

**Prévention des atrocités :** La prévention des atrocités désigne un large éventail d'outils et de stratégies qui visent à empêcher la survenue de massacres et d'autres violations des droits humains à grande échelle commises contre des civils (Définition adoptée du rapport Atrocity Prevention and Peacebuilding de Peace Direct).

**Commémoration :** selon la définition du Centre national de ressources textuelles et lexicales, la commémoration est « cérémonie en souvenir d'une personne ou d'un événement, religieuse ou non ». Dans le contexte de la justice transitionnelle, la commémoration et la mémorialisation peuvent également être motivées par des groupes de personnes vulnérables ou par ceux qui ont subi une violation de leurs droits humains. Dans ces cas, la commémoration peut devenir un moyen de compatir et de montrer sa solidarité avec la douleur d'une personne ou d'un groupe de personnes, et même de plaider pour leurs droits et leur reconnaissance.

**Protection numérique :** Protection de la présence en ligne, des données, de l'identité et des biens d'un individu.

**Féminisme :** Défense des droits des femmes sur la base de l'égalité de tous les genres.

**Niveau local :** Personnes communes ou ordinaires, organisations sociales locales, etc.

**Droits humains :** Droits inhérents à tous les êtres humains sans discrimination.

**Insurgés :** Groupe de personnes engagées dans une résistance armée contre un gouvernement ou ses lois.

**Liste des narcos :** Liste de « personnalités de la drogue » présumées, annoncée publiquement par le président philippin Duterte en 2019, sans aucune preuve. Elle comprend 33 maires, huit vice-maires et trois membres de la Chambre des représentants.

**Protection juridique :** Lois et autres mesures officielles destinées à protéger les droits et libertés d'un individu ou de groupes.

**Mémoire :** Peut être définie comme le souvenir du passé. Dans le contexte de la justice transitionnelle, la mémorialisation peut être un outil permettant de préserver les souvenirs douloureux de manière à contribuer à la prévention de futurs conflits, à la préservation de la paix et de la cohésion sociale et à la reconnaissance de ce que les victimes et les survivants ont vécu. Cependant, lorsque le traumatisme n'est pas traité, le souvenir des atrocités passées peut également être utilisé par certains individus pour justifier la vengeance. Cette approche de la mémoire met en péril le potentiel de paix et de réconciliation lorsqu'un pays sort d'une situation de crise.

**Mémorialisation :** Processus par lequel la mémoire se perpétue, tant pour les individus que pour les communautés.

**Migration sortante :** Quitter une région ou une communauté pour s'installer dans une autre, surtout dans le cadre d'un mouvement de population continu et à grande échelle.

**Protection physique :** Caractéristiques physiques, dispositifs techniques, mesures de sécurité ou forces de protection en place pour sauvegarder un bien.

**Psychothérapie** : Utilisation de la communication verbale et de l'interaction avec un professionnel de la santé mentale pour aider une personne à identifier et à modifier ses comportements ou ses schémas de pensée et à résoudre ses problèmes.

**Socio-économique** : Lié à ou concerné par l'interaction des facteurs sociaux et économiques.

**Surveillance** : Suivi du comportement, des activités ou des informations dans le but de recueillir des informations, d'influencer, de gérer ou de diriger.

**Assassinats ciblés** : Meurtre ou assassinat planifié d'un individu par des insurgés ou des gouvernements.

**Justice transitionnelle** : Ensemble de processus judiciaires et non judiciaires visant à aider la société à faire face à un passé de violations des droits humains à grande échelle pendant une période définie de violence ou d'autoritarisme.

# INTRODUCTION

par Bokang Poeo and Devon Gulbrandsen

Des manifestations prodémocratie menées par des étudiants à Hong Kong en 2019, aux manifestations menées par des jeunes en Biélorussie après les élections nationales, en passant par les manifestations Black Lives Matter qui se sont répandues dans le monde entier en 2020, les jeunes n'ont cessé de s'exprimer dans la rue et sur les réseaux sociaux pour défendre et mobiliser leurs pairs sur des questions urgentes de paix et de justice. Au cours des deux dernières années, à différents stades du confinement dû à la COVID, nous avons constaté une forte recrudescence de la rhétorique haineuse et discriminatoire, de la désinformation visant à perturber et à affaiblir les communautés vulnérables et, dans le pire des cas, de l'incitation à la violence contre ces communautés. Cependant, nous avons également constaté une mobilisation de jeunes et d'organisations dirigées par des jeunes qui s'opposent à ces tendances et sont en mesure de façonner, de contribuer et d'agir pour tenir les gouvernements, les entreprises, leurs pairs et les membres de la communauté responsables des discours haineux et de la discrimination, et de les combattre activement.

Les jeunes sont souvent relégués aux rôles de suiveurs, de bénéficiaires ou de spectateurs par les pouvoirs en place, principalement en raison de la croyance commune selon laquelle l'âge et l'expérience correspondent au niveau d'expertise et de sagesse. Cette pensée ne tient toutefois pas compte de l'expertise et de la sagesse extraordinaires que les jeunes peuvent également détenir, ni du dynamisme et des capacités qu'ils possèdent. Leur combinaison unique d'intelligence et d'énergie a

souvent été utilisée abusivement par les personnes au pouvoir pour provoquer des guerres civiles et du désordre, et pour déstabiliser des communautés et des pays pour des motifs inavoués. Cependant, les jeunes cherchent de plus en plus à se retrouver à l'avant-garde du changement, et jouent un rôle central pour montrer à la lumière de la communauté mondiale les atrocités commises dans leurs propres sociétés, comme dans les cas du soulèvement de Soweto en 1976 dans l'Afrique du Sud de l'apartheid et du Printemps arabe de 2010 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Bien qu'ils aient été lancés dans des lieux disparates et à des périodes différentes de l'histoire, ces mouvements se caractérisent par la jeunesse de leurs dirigeants et de leurs fantassins.

De plus en plus, nous assistons à la résurgence de voix jeunes et déterminées qui réaffirment et construisent activement un monde plus juste et plus pacifique. Ces voix représentent le désir profond d'exploiter le pouvoir des récits honnêtes et inclusifs afin de créer un monde juste et de cultiver un leadership authentique et une citoyenneté active capable de communiquer sans relâche la vérité au pouvoir.

Les jeunes, qui constituent le lien inextricable entre le passé, le présent et l'avenir, devraient conduire la transformation de la société. Nombre d'entre eux ont été témoins, directement ou indirectement à travers les générations précédentes, des atrocités passées et continuent d'en ressentir les effets. Dans de nombreux endroits, les blessures et les défis du passé n'ont pas encore été traités de manière adéquate par la justice transitionnelle, tant au niveau politique que psychosocial, ce qui entrave la croissance et la guérison de la société et entraîne une fracture entre différentes identités nationales ainsi qu'une déconnexion des citoyens – autant de facteurs susceptibles de causer de futures atrocités. Mais grâce à un militantisme efficace, à la mobilisation de la communauté, à l'archivage et à la transmission de la mémoire collective, les jeunes peuvent construire un pont solide entre le passé et le présent, sur lequel les jeunes et les autres peuvent commencer à réenvisager et à reconstruire un monde meilleur.

Le domaine de la prévention des atrocités est dominé par les organismes internationaux et les interventions extérieures. S'il est bien sûr important que ces efforts bénéficient d'un soutien international, la société civile et les initiatives menées par les jeunes ont un rôle clé à jouer dans les initiatives de prévention des atrocités au niveau local. La localisation du travail de prévention des atrocités permet aux acteurs locaux de donner la priorité aux besoins de leurs communautés et de lutter contre le risque de violence d'une manière sensée en fonction du contexte. Dans *La voix plutôt que la violence : perspectives de jeunes militants du monde entier*, un groupe dynamique de jeunes militants issus d'Afghanistan, de Côte d'Ivoire, d'Indonésie, de Serbie et des Philippines partagent leurs parcours personnels dans le militantisme et dévoilent la manière dont ils ont fait entendre leur voix dans le but de promouvoir la prévention des atrocités en s'attaquant aux torts du passé dans leurs différents contextes. Leurs contributions



mettent en évidence un éventail de stratégies utilisées par les jeunes pour impliquer les autres dans des actions de plaidoyer en faveur du changement sociétal. Tout en mettant en œuvre leurs projets communautaires à travers le monde, nos contributeurs ont réfléchi profondément, en tant qu'individus et en tant que groupe, à l'importance de leur travail et à la manière dont il peut avoir un impact significatif sur les générations futures de militants.

La voix plutôt que la violence est essentiellement un témoignage pour tous les jeunes militants qui ont risqué leur sécurité, sacrifié leurs loisirs et œuvré à devenir les gardiens de la mémoire et les défenseurs des droits humains. Il s'agit en outre d'un guide de soutien pour une génération émergente de militants, qui a été propulsée dans un monde en rapide mutation où les défis se multiplient, à l'image de la pandémie de COVID-19 et de la crise climatique imminente, mais qui a également bénéficié de technologies et d'outils innovants capables de rapprocher les voix qui se ressemblent.

# JUSTICE TRANSITIONNELLE, PRÉVENTION DES ATROCITÉS ET ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE

par : **Andela Savić**

Au début, j'ai eu du mal à comprendre le terme « justice transitionnelle ». C'est peut-être parce que j'ai d'abord été impliquée dans les récits avant de découvrir la théorie. Avec le temps, j'ai réalisé que le processus de justice transitionnelle est effectivement un processus de changement que les sociétés peuvent traverser après un conflit, une guerre ou un changement de régime, et qu'il consiste en la recherche de la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-répétition. Il est souvent lent, défectueux et imparfait, mais il est nécessaire. Un autre terme, qui peut sembler trop général au premier abord, est étroitement lié à la justice transitionnelle : la prévention des atrocités. Son explication, là encore, est assez simple et implique une variété d'outils et de stratégies qui peuvent être utilisés pour prévenir de futures violations massives des droits humains. Le reste de ce chapitre se concentre sur les défis auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils s'attaquent à ces concepts dans l'ex-Yougoslavie et lorsqu'il s'agit de répondre aux griefs générationnels concernant des événements passés dont ils n'ont aucun souvenir, ou qui ont été relatés par des programmes scolaires ou des récits personnels biaisés.

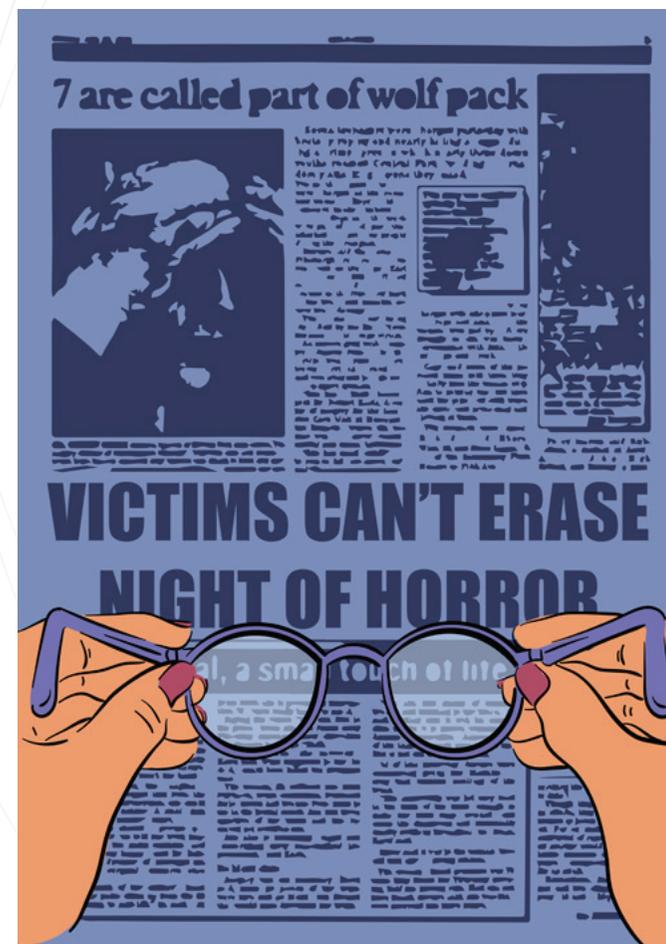
**CONTEXTE:** Serbie

**FACTEURS DE RISQUE  
D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

- Faiblesse des structures étatiques
- Antécédents de graves violations des droits humains

Au cours des années 90, le territoire de l'ex-Yougoslavie est devenu le théâtre de graves violations des droits humains, y compris des violences sexuelles utilisées comme outil de guerre, des déplacements forcés de citoyens, des nettoyages ethniques et d'autres crimes de guerre, dont le génocide. Aujourd'hui, plus de 20 ans après la fin de la dernière guerre, les sociétés des Balkans occidentaux vivent toujours entourées de récits qui cherchent à promouvoir la haine et la peur envers les « autres » tout en niant les atrocités qui ont eu lieu et en minimisant les responsabilités de chaque pays dans ces événements. L'un des exemples les plus tristement célèbres est le génocide de Srebrenica. En juillet 1995, les forces militaires et policières de la Republika Srpska ont tué plus de 8 000 personnes à Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine, une zone protégée par les Nations Unies. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a qualifié ces événements de génocide en 2001 lorsque Radislav Krstić, chef d'état-major et commandant adjoint du corps de la Drina de l'armée serbe de Bosnie, nommé commandant du corps de la Drina, est devenu la première personne condamnée pour le génocide de Srebrenica.

Au cours des années suivantes, Radovan Karadžić, premier président de la Republika Srpska, et Ratko Mladić, commandant de l'armée de la Republika Srpska, ont tous deux été condamnés pour le génocide de Srebrenica. Pourtant, aujourd'hui, Karadžić et Mladić sont célébrés comme des héros en Serbie. Ils sont loués par les médias qui promeuvent le récit dominant, et des fresques de Ratko Mladić peuvent être vues dans tout Belgrade et d'autres villes de Serbie. Les faits relatifs aux crimes de guerre sont constamment niés et les voix des survivants sont réduites au silence. Des discours haineux sont adressés aux membres des

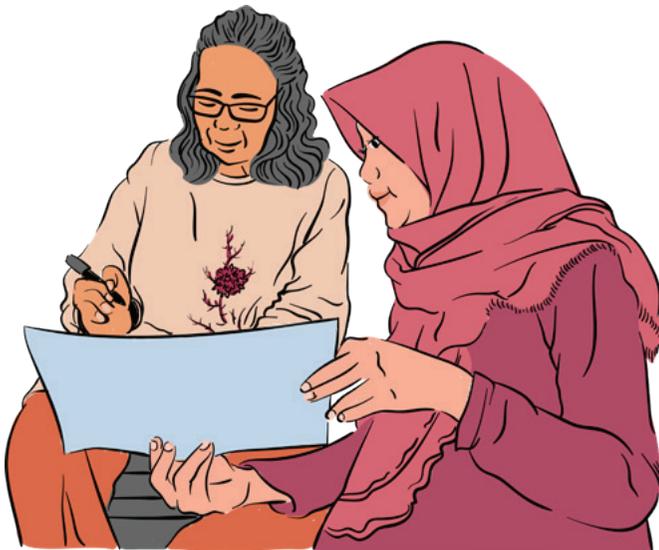


« autres » communautés, ainsi qu'à la société civile qui élève la voix et refuse de célébrer les criminels de guerre et les récits qui ont conduit aux atrocités.

Compte tenu de l'absence de consensus sur les atrocités commises et leurs causes, et du fait que la situation actuelle, tant au niveau national que régional, est façonnée par le déni collectif, il est essentiel que les jeunes nés pendant et après le conflit fassent entendre leur voix et participent activement au traitement du passé et aux processus de consolidation de la paix. Il est important que les jeunes militants façonnent et créent une société dans laquelle ils veulent vivre, en veillant à ne pas répéter les erreurs du passé, mais à en tirer les leçons. Les jeunes des Balkans occidentaux vivent peut-être entourés de l'héritage d'un passé violent, mais l'avenir leur appartient. Ils doivent donc être écoutés et pris au sérieux.

Comme partout dans le monde, les nouvelles générations écoutent et absorbent les histoires et les récits qu'elles entendent dans leurs familles. Malheureusement, dans les Balkans occidentaux, de nombreuses familles possèdent leur propre histoire liée à la guerre. Les expériences personnelles sont importantes et précieuses, mais elles peuvent souvent être unilatérales et alimentées par des émotions, ce qui peut représenter un danger potentiel et un risque d'atrocités futures. C'est là que les institutions responsables de l'enseignement et les médias pourraient intervenir, pour enseigner et diffuser les faits. Au lieu de cela, les points de vue sur le passé et les événements violents qui ont ruiné de nombreuses vies diffèrent d'un pays des Balkans occidentaux à l'autre et d'un responsable politique à l'autre. Chaque pays privilégie une certaine version des événements, qui est promue dans les médias et enseignée dans les programmes scolaires. Les manuels scolaires se concentrent sur des événements isolés

tels que l'intervention de l'OTAN en Serbie en 1999 ou l'opération Tempête en Croatie en 1995, qui fut la dernière grande bataille de la guerre d'indépendance croate. Le public n'est généralement pas informé des noms des auteurs des crimes, les victimes d'autres groupes ethniques sont marginalisées et le nombre de victimes est manipulé. La recherche et la communication de la vérité sont donc devenues la



responsabilité du secteur de la société civile, raison pour laquelle il importe d'inclure et d'engager de jeunes militants dans ses activités.

Le TPIY a réussi à recueillir un nombre important d'aveux et de faits concernant les guerres, mais en raison de ses failles et de ses oublis, il n'a pas réussi à gagner la confiance du grand public. La question de savoir si les conclusions et les verdicts du TPIY doivent être reconnus ou non fait ainsi toujours l'objet d'un débat au sein de la population des Balkans occidentaux. Les tribunaux nationaux sont lents et présentent de nombreux défis. Dans de nombreux cas, les victimes ou les membres de leur famille ne peuvent pas exercer leur droit à réparation en raison des lacunes du cadre législatif. Étant donné que les autorités de l'État ne font pas preuve de la volonté politique d'affronter le passé ou de reconnaître les obstacles auxquels les victimes sont confrontées aujourd'hui, les acteurs de la société civile, en particulier les jeunes militants, disposent d'un large espace pour s'engager et tenter de rétablir la confiance et de meilleures relations entre les différents groupes ethniques et sociétés.

Comme indiqué plus haut, la région des Balkans occidentaux a été le théâtre de graves violations des droits humains. De nombreux actes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre y ont été commis. Pourtant, ces événements ne font pas l'objet de réflexions et de discussions, mais sont simplement présentés d'un point de vue nationaliste. Prenons un exemple. L'année dernière, le 9 novembre 2021, désigné comme la Journée internationale contre le fascisme et l'antisémitisme, l'organisation de la société civile Youth Initiative for Human Rights, aux côtés de ses organisations



partenaires et de ses militants, a voulu retirer l'une des plus grandes fresques dédiées à Ratko Mladić, un criminel de guerre purgeant une peine de prison à vie pour des actes de génocide à Srebrenica. Le ministère de l'Intérieur de la République de Serbie a interdit le rassemblement et le retrait de la fresque. De cette manière, l'État a clairement choisi son camp et a désigné la fresque comme un monument protégé par l'État. En réponse, certains militants et « activistes » ont jeté des œufs sur la fresque et d'autres l'ont recouverte de peinture, tandis que des pochoirs avec des fleurs de Srebrenica ont fleuri dans toute la ville. Ces actes de rébellion contre la présence de criminels de guerre dans l'espace public ne représentent qu'une des façons dont les militants et les jeunes peuvent s'engager et exprimer leur désaccord avec la célébration des criminels de guerre.

Pour prévenir les atrocités, il est également essentiel de proposer un plus grand nombre de possibilités d'éducation et de formation, et d'y participer. En plus d'enseigner aux jeunes des faits sur le passé, nous devrions les équiper de stratégies pour contrer la désinformation, les informations fallacieuses et la violence sexiste et leur montrer comment ils peuvent contribuer aux processus démocratiques. Enfin, il est très important de leur donner la possibilité de voyager, de se rencontrer et d'acquérir des expériences de première main pour se familiariser avec différents contextes.

Dans le même ordre d'idées, l'un des enseignements que nous tirons systématiquement dans le contexte des Balkans occidentaux est l'importance de l'éducation, de l'information et des faits. Plus nous en savons sur la vérité, moins nous sommes sensibles à la propagande et à sa spirale vicieuse de haine. Il est facile de passer à côté des signes avant-coureurs, en particulier pour les jeunes, si nous ne savons pas ce qu'il faut chercher et ce dont il faut être conscient. Il est dès lors important de rassembler autant de faits que possible et d'écouter les voix des survivants et des victimes. Il est de notre responsabilité de donner de l'espace à ces voix et de refuser aux criminels de guerre et à leurs partisans des plateformes de diffusion d'idées dangereuses susceptibles de conduire à de futures atrocités.

Quant à mon propre parcours dans le militantisme, il a commencé sur les réseaux sociaux, plus précisément sur Twitter. Les médias ont un énorme potentiel dont il est possible d'abuser, comme dans les cas de Prijedor (Bosnie-Herzégovine) en 1992, où les stations de radio et de télévision locales ont été utilisées pour cibler les « autres » et inciter à la violence, ou au Rwanda en 1994, où la radio a explicitement diffusé des messages selon lesquels les gens devaient « aller travailler » et tuer pour être récompensés.<sup>3</sup> De nos jours, les médias sont la plus grande source d'information, et même s'ils peuvent facilement et rapidement diffuser des informations fallacieuses et de la propagande, ils peuvent également inspirer le changement et créer des liens.

Je me souviens clairement avoir lu l'histoire de Vafije Krasniqi, une Albanaise du Kosovo, qui a été violée en 1999 par deux policiers serbes pendant la guerre, alors qu'elle avait seize ans.<sup>4</sup> Peu après avoir lu son histoire, grâce à l'algorithme d'Internet qui suggère des contenus pertinents, je suis tombé sur son profil Twitter et, plusieurs jours d'hésitation plus tard, j'ai osé lui écrire. À cette époque, il y a quelques années, je ne savais presque rien des guerres des Balkans ; je n'étais affiliée à aucune organisation militante et je n'avais pas d'amis actifs sur le terrain. Je savais simplement que je devais lui tendre la main et lui dire quelque chose, lui dire que j'étais désolée et que je la croyais. J'ai alors réalisé qu'il s'agissait du seul sujet qui me tenait à cœur et que travailler sur ce sujet ne serait pas seulement un métier, mais plutôt une vocation. Après cette prise de conscience, j'ai envoyé un courrier électronique à deux organisations qui s'occupent du passé et de la justice transitionnelle en Serbie, le Humanitarian Law Center et Youth Initiative for Human Rights, pour leur expliquer à quel point je désirais les rejoindre et travailler avec eux. Ils n'avaient pas d'appels ouverts à l'époque, mais après quelque temps, j'ai reçu des retours positifs : j'ai commencé comme stagiaire dans l'une des organisations et je suis devenue militante et bénévole dans l'autre.

J'ai commencé par le bénévolat, le réseautage et la rédaction. Il est possible de commencer là où vous êtes – sur Twitter ou dans la rue, et avec ce que vous avez – un talent pour l'écriture et l'art, ou une passion pour le droit. Il vous suffit d'être celui ou celle qui commence : sortir, attraper quelqu'un, lui dire pourquoi vous pensez que ce travail est important et combien vous aimeriez en savoir plus.

Les jeunes sont souvent perçus comme impuissants, vulnérables et facilement influençables. Ils sont perçus comme un groupe passif dont il faut parler, plutôt que comme un groupe de jeunes acteurs du changement avec lesquels il faut parler. Il ne suffit donc pas d'expliquer aux nouvelles générations de militants l'importance de leur engagement et la façon dont ils peuvent contribuer. La chose la plus importante que nous puissions faire pour les jeunes est de leur donner de l'espace pour grandir. Les jeunes d'aujourd'hui sont les acteurs de demain : ce sont eux qui vivront dans le monde qu'il leur reste à créer.

# PENDANT QUE BRÛLE LE MONDE : SANTÉ MENTALE, SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE ET JEUNES MILITANTS

par : Iva Janković

« les jours où vous ne vous entendez pas ralentissez pour laisser votre esprit et votre corps se rattraper l'un l'autre

– la tranquillité »

(RUPI KAUR)

Je voudrais vous demander très ouvertement – en tant que jeune militante de la prévention des atrocités : comment allez-vous ? J'aimerais réellement savoir ce que vous ressentez chaque jour à la lumière des situations auxquelles vous êtes confrontés. Quand il semble impossible de faire changer les choses. Protestations dans la rue, brutalité policière, « zoombombing »,

**CONTEXTO:** Serbie

**FACTEURS DE RISQUE D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

- Tensions entre groupes ou schémas de discrimination à l'encontre de groupes protégés ou vulnérables
- Actes d'incitation ou de propagande haineuse visant des groupes ou des individus particuliers

criminels qui n'ont pas encore été poursuivis – je sais que vous avez besoin d'un monde plus juste et plus solidaire, que vous croyez que chacun a un bon fond et que le changement est possible. Mais quand prenez-vous le temps d'évaluer votre bien-être mental et physique ? Disposez-vous d'un réseau de soutien ? En tant que jeunes militants de la prévention des atrocités, avons-nous le droit de nous reposer et de nous sentir bien alors que les problèmes sont en train de consumer le monde ? Et disposons-nous du privilège et des fonds nécessaires pour accéder à une psychothérapie ? Où que vous soyez dans le monde, vous devez savoir que vous n'êtes pas seuls. Mais, avant cela, revenons en arrière.

*Nous ne pouvons pas être bons envers les autres si nous ne sommes pas bons envers nous-mêmes.* Lorsque je parle à ma psychothérapeute des doutes que j'éprouve à l'idée d'être une bonne militante (en lui demandant par exemple : « Comment puis-je me reposer le week-end alors que le fascisme ne dort pas ? »), elle me rappelle la démonstration que l'hôtesse de l'air délivre avant le décollage lorsque je prends l'avion. Comment utiliser un masque à oxygène en cas d'urgence en plein vol ? Réponse : les adultes et les personnes en bonne santé ne doivent aider les enfants et les autres passagers à mettre leur masque à oxygène qu'après avoir installé le leur. Cet exemple peut sembler banal, mais il illustre très bien l'importance de prendre soin de soi en premier lieu en tant que militante.

Je suis militante depuis une décennie, et je suis une psychothérapie depuis plus de cinq ans et étudie actuellement dans une école de thérapie systémique familiale à Belgrade, en Serbie. Il est important de reconnaître que je ne suis ni médecin ni psychothérapeute, et que j'écris à partir de mon expérience personnelle. La psychothérapie a été une étape importante pour moi, et reste une partie importante de ma vie, tant sur le plan personnel



que professionnel. Dans ce chapitre, j'espère pouvoir vous donner quelques outils et stratégies pour vous aider à faire face à vos besoins en matière de santé mentale lorsque vous vous engagez dans le militantisme.

## Besoins en santé mentale des militants indonésiens

En Indonésie, les militants sont constamment confrontés à la terreur, qu'elle soit judiciaire ou extrajudiciaire. L'agression dont a été victime en 2017 le militant anticorruption Novel Baswedan en est un exemple. Un agresseur inconnu lui a jeté de l'acide sulfurique sur le visage, ce qui a entraîné la cécité de son œil gauche. Outre Baswedan, en mai 2021, un militant d'origine papoue a été arrêté sous l'accusation de trahison. Ces actes terrifiants, couplés au fait de savoir qu'ils sont confrontés à des attaques potentielles, mettent à rude épreuve la santé mentale des militants indonésiens. En plus des facteurs mentionnés ci-dessus, les militants rencontrent également des problèmes financiers, car nul n'ignore que travailler dans le militantisme n'est pas du tout rentable. L'insécurité financière du travail dans l'activisme hante constamment notre vie quotidienne. Beaucoup d'entre nous n'ont pas accès aux soins de santé ou aux services médicaux de base, qui sont autrement assurés lorsque vous travaillez, par exemple, dans une entreprise. Les pressions financières renforcent le stress mental que nous subissons.

La santé mentale n'est pas une question à prendre à la légère, une prémisse qui se vérifie dans le contexte de l'activisme. S'engager dans des mouvements sociaux vous envoie dans un tourbillon de problèmes qui semblent ne pas avoir de fin. S'immerger dans les problèmes de sa communauté, se mettre à la place de quelqu'un d'autre, se battre pour une cause – tout cela a un impact sur la santé mentale. D'après ma propre expérience, les graves problèmes mentaux dont souffrent les militants sont causés par le « combat sans fin ». La lutte permanente pour obtenir justice pour les communautés marginalisées, les victimes et les survivants se traduit par une exposition constante à des situations difficiles et souvent traumatisantes. Les militants doivent également trouver un équilibre délicat entre la défense des victimes et le fait de ne pas les exposer à des risques supplémentaires en leur demandant de rouvrir des chapitres sombres de leur vie, que certains préféreraient oublier.

Des mesures préventives sont nécessaires pour éviter que les militants ne tombent dans le piège de la maladie mentale. Si elles sont accessibles, les ressources de santé mentale et psychosociales pour aider à traiter les traumatismes secondaires ou l'anxiété endémique au travail militant sont une option. Mais il ne faut pas oublier qu'au sein des espaces militants se trouvent des communautés de soutien composées de personnes partageant les mêmes idées et profondément engagées. Elles peuvent jouer le rôle proactif d'un groupe de soutien, en offrant des espaces sûrs pour exprimer des sentiments d'anxiété et rechercher la validation et l'encouragement de vos pairs. Faire attention à ses besoins en matière de santé mentale est un élément clé pour que les militants puissent poursuivre leur travail critique et éviter l'épuisement.

– Manik Marganamahendra

<sup>1</sup> <https://www.bbc.com/news/world-asia-53434719>

<sup>2</sup> <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/2021/06/ASA2142092021ENGLISH.pdf>

*Le personnel est politique.*<sup>5</sup> Ce dicton nous rappelle qu'à l'instar de nombreux autres sujets de société, la santé mentale est une affaire de communauté ! En collaboration avec la Global Initiative For Justice, Truth, and Reconciliation, j'ai produit une série de vidéos intitulée *We Didn't Give Up Because We Remember*<sup>6</sup> (Nous n'avons pas abandonné parce que nous nous souvenons). La série se concentre sur les voix de jeunes militants de la lutte contre les crimes de guerre dans les pays de l'ex-Yougoslavie. L'une des quatre vidéos aborde le thème de la santé mentale et du militantisme. Dans la suite de ce chapitre, je partagerai les réflexions et les enseignements de deux de mes interlocutrices, Ivana Seratlić et Tamara Šmidling.

En pleine pandémie de COVID-19, nous ne pouvons ignorer les conséquences de cet événement mondial sur notre bien-être mental. Dans la vidéo que j'ai produite, Tamara Šmidling déclare : « Ce que nous ressentons est en réalité une affaire politique et ne doit pas être considéré comme une question individuelle. Au lieu de disparaître pendant la pandémie, toutes les choses qui existaient et les problèmes auxquels nous étions confrontés sont devenus plus profonds et ont pris de nouvelles dimensions qui les rendent plus complexes. Je pense que les jeunes sont vraiment dans une position particulièrement vulnérable, car cette position de précarité, d'insécurité générale et d'incertitude n'est que plus profonde à cause de la pandémie. »

Il est très important que, pour commencer, nous parlions et réfléchissions collectivement à la santé mentale. En agissant ensemble, nous nous donnons les moyens de nous soutenir et de nous comprendre mutuellement. D'après l'expérience d'Ivana

Seratlić, « la santé mentale désigne notre capacité à travailler, à aimer, à avoir une vie intime, à nous relaxer et à prendre du plaisir, ainsi que notre authenticité – et une responsabilité à la fois envers nous-mêmes et pour la communauté. » Il est essentiel de développer des stratégies pour faire face aux situations susceptibles de provoquer des réactions traumatiques secondaires. Réfléchissez à ceci : qu'est-ce qui vous aide à vous changer les idées en dehors de votre travail ou de vos pensées ? Comment pouvez-vous reposer votre corps aussi bien que votre esprit ? Une activité vous inspire-t-elle ou vous met-elle de meilleure humeur ?

Pour de nombreux aidants locaux, il n'existe souvent pas de soutien ou de ressources pour faire face à cette situation. Si possible, rencontrez régulièrement d'autres aidants pour discuter de vos expériences et de vos sentiments, ou travaillez ensemble et profitez des directives et des outils énumérés dans ce document.<sup>7</sup> Dans la même vidéo, Ivana Seratlić explique :

*Je pense qu'il est important que nous soyons constamment à l'écoute de nous-mêmes, que nous sachions où sont nos limites, ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire. J'aime aussi l'histoire de Gabor Mate qui dit que notre corps parle et signale, quand notre corps dit non, où sont nos limites d'épuisement et qu'il est important que nous prenions soin de nous pendant tout le processus militant et pas seulement quand nous nous sentons mal.<sup>8</sup> Je me pose souvent la question : « De quoi ai-je besoin aujourd'hui ? » Le piège du militantisme se tend lorsque nous nous identifions à notre seul rôle de militant [et que nous ignorons nos autres rôles]. De même, si nous n'avons pas réglé certains de nos traumatismes personnels, il est très important de nous demander si le militantisme représente un nouveau traumatisme pour moi ou s'il s'agit d'un espace de croissance post-traumatique. Je pense que nous devrions faire passer cet important message ; il ne signifie pas que nous sommes moins pertinents lorsque nous parlons de militantisme et d'épuisement. Il ne s'agit pas d'une stratégie systémique, mais d'une stratégie personnelle : connaître ses limites, établir des priorités, avoir toujours un plan de soins personnels, ce qui m'aide à rester ancrée, à me sentir bien, à être en accord avec moi-même. Nous avons tous des activités qui nous ancrent dans la réalité.*

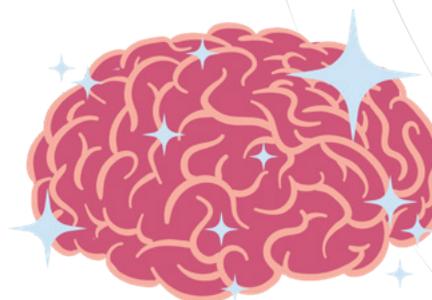
Il faut également reconnaître que l'accès à la santé mentale au moyen du conseil et de la psychothérapie est une question de classe, dans la mesure où certains privilèges et

certaines ressources financières sont nécessaires pour y accéder. Dans un monde idéal, ces services devraient être gratuits, en particulier pour ceux qui travaillent dans des situations émotionnellement stressantes. Comme Ivana Seratlić l'a dit dans la vidéo que j'ai produite : « Il faut plus de services de prévention, plus de services de santé mentale gratuits, plus de centres de ressources, des ressources gratuites pour les jeunes où ils peuvent obtenir un soutien psychothérapeutique gratuit, mais il est également important que de nouveaux lieux soient ouverts au sein de la communauté locale pour soutenir les personnes qui ne peuvent pas payer pour une psychothérapie. Cela devrait être un modèle de soutien pour ceux qui ne peuvent pas se le permettre. »

Si vous n'êtes pas en mesure d'accéder à des ressources ou à des établissements de santé mentale, il est important de faire appel à un réseau de soutien composé de militants afin de ne pas négliger votre santé mentale. Comme le suggère Jelena Jachimović dans l'une des vidéos : « Je pense que la seule façon de nous aider est de nous écouter les uns les autres, de pleurer les uns avec les autres dirais-je, et de partager nos luttes, de nous comprendre. Je pense vraiment qu'il est impossible que [le militantisme] soit une expérience agréable et que la situation ne pourra qu'empirer, de sorte que nous devrions nous soutenir mutuellement. » Cette méthode peut sembler trop exigeante dans le monde dans lequel nous vivons, mais il existe des ressources accessibles et gratuites qui peuvent nous aider à prendre soin de nous-mêmes dans le contexte de notre travail, qui nous sert de fondation et nous pousse à faire tout ce qui est en notre pouvoir.<sup>9</sup>

*« Nous n'avons pas à faire tout ça seuls. Nous n'avons jamais été destinés à le faire. »*

— BRENÉ BROWN<sup>10</sup>



# LES JEUNES ARTISTES EN PREMIÈRE LIGNE DU CHANGEMENT

par : Madelene De Borja

L'art a joué un rôle majeur dans les mouvements de changement social. À travers l'histoire, l'art a toujours déclenché des révolutions et enflammé les actions des personnes, car il est perçu comme un instrument d'autonomisation et de résistance pour les groupes réduits au silence et marginalisés. À notre époque, alors que les populistes et les gouvernements autoritaires montent en puissance, les mouvements sociaux de différentes régions subissent des attaques flagrantes au moyen de politiques répressives qui poussent différents groupes à s'adapter et à défendre leurs espaces démocratiques rétrécis de manière inédite.

En 2014, le mouvement des parapluies, en première ligne duquel se sont retrouvés les jeunes, a repoussé le gouvernement de Hong Kong et de la Chine pour faire respecter le processus démocratique des élections. Plus récemment, en 2021, une grande manifestation pour les droits des travailleurs en Corée du Sud, qui a réuni 16 000 manifestants, a attiré l'attention internationale, car les manifestants ont utilisé

**CONTEXTE :** Philippines

**FACTEURS DE RISQUE D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

- Antécédents de violations graves des droits humains et du droit humanitaire international
- Capacité à commettre des crimes atroces

le célèbre costume de « Squid Game », une série télévisée en ligne qui s'attaque aux inégalités sociales. Dans différentes communautés, l'art est une arme puissante qui, en touchant le cœur de notre humanité, nous aide à envisager et à fabriquer une société meilleure, et à lutter pour la défendre.

Aux Philippines, les artistes ont toujours trouvé le moyen de raconter les histoires de la nation. À travers le folklore, les fresques publiques, la musique, les films et bien d'autres moyens, les artistes récupèrent des récits et des espaces pour le peuple. Par exemple, lorsque la dictature de Marcos aux Philippines a ordonné la censure des médias, de nombreux films subversifs et médias alternatifs ont commencé à circuler pour raconter les histoires de torture et d'abus de l'administration qui étaient passées sous silence.

Des décennies plus tard, les œuvres de résistance créées pendant la période de la loi martiale de la dictature Marcos continuent de préserver la mémoire de héros méconnus. Les Philippines sont une fois de plus confrontées à un régime tyrannique sous l'administration du président Duterte, qui mène une guerre contre les pauvres, les opprimés et les marginalisés, et affaiblit le tissu démocratique du pays. Des politiques qui violent directement les principes de notre Constitution et les valeurs des droits humains et de la dignité ont été adoptées sous le régime de Duterte. Parmi ces politiques, citons la loi antiterroriste, qui s'attaque au droit démocratique à la dissidence en criminalisant le militantisme, les lois autorisant l'« Oplan Tokhang », qui légalise les exécutions extrajudiciaires de personnes soupçonnées de consommer de la drogue ou d'en faire le commerce, ainsi que les marquages rouges, les arrestations arbitraires et les différentes formes d'attaques contre les étudiants, les journalistes, les agriculteurs, les défenseurs de l'environnement et d'autres secteurs de défense des droits humains.

Sous le régime populiste et autoritaire de l'administration Duterte, des avocats ont été tués, des membres de l'opposition politique ont été emprisonnés, les réseaux sociaux ont été instrumentalisés pour diffuser des informations fallacieuses et de



la propagande, et les médias ont été menacés ou fermés pour avoir fait leur travail, à savoir dire la vérité. Il est grand temps que les défenseurs des droits humains résistent de manière créative et renforcent leurs efforts de promotion de la prévention des atrocités afin de contrer les attaques contre les personnes marginalisées et d'atténuer les préjudices qui menacent la participation politique du peuple.

Il est vital que les jeunes se joignent à nos efforts pour la prévention des atrocités. Lorsque les formes traditionnelles de plaidoyer sont restreintes, voire interdites, il nous appartient de trouver des moyens efficaces de raconter nos histoires et de renforcer notre impact en intégrant chacun dans le mouvement des droits humains. Nous devons reconquérir les espaces et les récits démocratiques qui s'amenuisent grâce aux arts et aux manifestations créatives centrées sur les histoires des citoyens.

En tant qu'artistes, nous n'existons pas si nous sommes isolés ; nous ne faisons qu'un avec nos communautés dans la lutte pour libérer et humaniser notre société. Les jeunes de cette génération ont des talents innés pour occuper et revendiquer nos espaces, que ce soit sur TikTok, Facebook ou dans la rue. Il s'agit maintenant pour nous de canaliser nos talents pour donner du pouvoir à nos communautés et amplifier nos voix grâce à notre connaissance réelle du contexte des personnes avec lesquelles nous travaillons et co-créons des campagnes. Nos efforts de résistance créative visent non seulement à créer des plateformes, mais également à susciter un mouvement, et ce mouvement n'est possible que si nous nous organisons avec les personnes de la communauté à laquelle nous appartenons.

*« Nous pouvons créer un art capable de nous libérer ou de nous limiter, de nous diviser ou de nous unir, de nous consommer ou de nous servir, ou probablement un art qui peut être tout ce qui se trouve entre les deux. En reconnaissant cette position, j'aime à penser que ma pratique créative ne fonctionne pas de manière isolée et qu'elle navigue au gré de notre monde en constante évolution et de la pluralité qui l'entoure. Selon moi, ce n'est pas par une création singulière ou unique, mais plutôt au travers d'efforts en matière d'éducation inclusive, d'interactions communautaires et d'actions collectives avec des personnes ou des secteurs divers au sein des communautés rurales et urbaines, que l'art en tant que forme, processus ou médium devient plus résolument une force. Une force qui rassemble les personnes, favorise la réflexion et nous humanise tous. »*

— **Ralph Eya**, artiste indépendant et travailleur culturel aux Philippines.

Le projet Reckoning & Healing: Memorializing the Collective Trauma of a Nation (Considérer et soigner : commémorer le traumatisme collectif d'une nation) est un effort soutenu par le projet Youth in Atrocity Prevention de la Global Initiative for Justice, Truth, and Reconciliation, fondé sur les stratégies de justice transitionnelle au moyen de la communication de la vérité et de la commémoration. Grâce à cette galerie d'art en ligne « super sikret » pour les jeunes consacrée aux thèmes des droits humains et de la prévention des atrocités, les jeunes Philippines combattent les distorsions concernant l'histoire et l'héritage de la loi martiale et de Marcos grâce à divers réseaux sociaux et plateformes multimédias. Créé pour briser les chambres d'écho dans lesquelles les informations fallacieuses et les manœuvres calculées pour désinformer prennent de l'ampleur, le projet a perturbé la circulation traditionnelle de l'art en surprenant le public avec une série d'installations artistiques multimédias et de réseaux sociaux. Attirant ses visiteurs avec des accroches semblables à des « pièges à clics » thématiques, l'exposition d'art est « secrète » dans la mesure où elle n'est accessible qu'en scannant les codes QR qui sont postés sur les réseaux sociaux ou des autocollants affichés dans de nombreux endroits. Grâce à l'accessibilité des moyens de distribution, l'exposition d'art en ligne cible un large public qui verra le code QR sur Facebook, Instagram, dans les médias et même dans les rues où les autocollants sont affichés. Notre exposition d'art secret public a touché 10 800 personnes via Facebook, 7 500 personnes via Instagram, et 3 400 personnes grâce à notre travail d'affichage d'autocollants dans les rues. Notre dialogue animé *Martial Law Stories to Remember* (Récits de la loi



martiale pour se souvenir) a touché 3 000 personnes sur notre seule page, en plus des personnes atteintes depuis les pages des 20 organisations avec lesquelles nous nous sommes associés.

Notre génération a lancé des campagnes et des tendances qui nous permettent de nous connecter avec des personnes du monde entier et de renforcer la solidarité mondiale dans le mouvement des droits humains. Nous espérons partager comme principaux enseignements le fait que nous ne devons jamais laisser passer l'injustice, aussi petite soit-elle, que nous nous humanisons en nous immergeant dans nos communautés, et que l'effort collectif fondé sur les récits de notre communauté constitue le facteur fondamental de nos efforts de résistance créative et de prévention des atrocités.

### Pour nous rejoindre :

<https://www.wtf.ph/network>

[connect@wtf.ph](mailto:connect@wtf.ph)

[@wethefuture\\_ph](https://www.facebook.com/wethefutureph/)

<https://www.facebook.com/wethefutureph/>



# JouHRno: UNE APPROCHE DU JOURNALISME BASÉE SUR LES DROITS ET LE PRINCIPE DU NE PAS NUIRE AUX PHILIPPINES

par : **Loi Alian A. Cabaluna**

Depuis que le président Rodrigo Duterte a pris ses fonctions aux Philippines le 30 juin 2016, sa campagne de « guerre contre la drogue » a entraîné la mort de milliers de personnes. Parmi les nombreux morts, des dizaines sont des mineurs qui ont été ciblés parce qu'ils figuraient sur la « liste des narcos » ou ont été abattus par négligence lors de raids antidrogue – ce que les forces de l'ordre appellent des « dommages collatéraux ». Alors qu'un nombre alarmant de personnes sont tuées, la campagne de « guerre contre la drogue » se poursuit également à travers l'utilisation par Duterte des réseaux sociaux, en particulier Facebook, comme moyen de maintenir un récit positif de la campagne. L'utilisation manipulatrice des réseaux sociaux par Duterte a créé un récit qui a fait des Philippines un pays où « la vérité ne compte plus, où la propagande est omniprésente, où des vies sont brisées et où des gens meurent en conséquence ».<sup>11</sup>

**CONTEXTE :** Philippines

**FACTEURS DE RISQUE D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Signes d'une intention de détruire en tout ou en partie un groupe protégé

Récemment, Human Rights Watch a trouvé des motifs qui répondaient aux « éléments juridiques spécifiques » du crime contre l'humanité de meurtre dans le cadre de l'instigation et de l'incitation aux meurtres du président Duterte dans sa « guerre contre la drogue ». Ils ont également trouvé 24 cas dans lesquels la police a falsifié des preuves pour justifier des meurtres illégaux entre octobre 2016 et janvier 2017. Contrairement aux affirmations et aux récits du témoin oculaire qui décrivait les meurtres comme des assassinats de sang-froid de suspects de drogue non armés en garde à vue, les rapports officiels de la police ont justifié ces incidents comme étant de la légitime défense. Pour étayer leurs affirmations, les policiers ont régulièrement placé des armes, des munitions usagées et des sachets de drogue près des corps des victimes. Personne n'a fait l'objet d'une enquête sérieuse, et encore moins de poursuites, pour ces meurtres.<sup>12</sup> Considérés individuellement, lorsqu'ils concernent une ou deux victimes, ces cas ne justifient peut-être pas une attention suffisante, mais ensemble, au fil des ans, ils démontrent un schéma clair de violence et de répression démesurées.



L'utilisation de plateformes de réseaux sociaux grand public comme Facebook a servi à alimenter cette guerre contre la drogue par la désinformation et la propagande. Selon un rapport de BuzzFeed, les influenceurs de Facebook se sont attachés à l'étoile montante de Duterte : « La militante des droits des transgenres Sass Sasot (suivie par plus de 650 000 personnes), le blogueur RJ Nieto (suivi par 1,2 million de personnes) et l'ancienne chanteuse pop Mocha Uson (suivie par 5,7 millions de personnes) se sont tous positionnés comme des centres de diffusion de la propagande de Duterte. Ensemble, ils ont créé un écosystème qui ne diffère en rien du monde Internet pro-Trump que nous constatons aux États-Unis.<sup>13</sup> » Facebook a été utilisé à plusieurs reprises comme



l'amplificateur clé des récits et des sentiments proadministration, en particulier la campagne de « guerre contre la drogue », et près de 25 pages Facebook et sites Web pro-Duterte ont partagé des informations fallacieuses.

### Enseignements du Rwanda et d'ex-Yougoslavie

En période de conflit comme de paix, les médias ont la capacité de construire notre perception de la réalité. Ils influencent les téléspectateurs, les auditeurs et les lecteurs et il est possible d'en (ab)user comme outil de propagande. Ce fut le cas en 1992 dans la municipalité de Prijedor, en Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'au Rwanda pendant le génocide de 1994. Les actions de Radio Prijedor et du journal Kozarski Vjesnik en Bosnie-Herzégovine, ainsi que de la Radio Télévision Libre des Mille Collines et du journal Kangura au Rwanda, ne sont que quelques exemples des effets dévastateurs que la propagande peut avoir sur la société et du rôle potentiel que les médias peuvent jouer pendant le conflit. Aujourd'hui, longtemps après la fin de la violence dans les Balkans, certains médias des Balkans occidentaux mettent en évidence et soulignent les tensions et les défis permanents auxquels les sociétés post-conflit sont confrontées. Ce faisant, ils façonnent la réalité dans laquelle vivent les jeunes. Les jeunes nés pendant et après la guerre n'ont pas d'expérience directe du conflit. Ils doivent se contenter des récits haineux dominants que les médias et les représentants de l'État ou d'autres personnalités retransmettent.

Il est dès lors capital d'éduquer les jeunes non seulement sur les faits historiques, mais aussi sur les techniques permettant de reconnaître et de contrer la désinformation et la propagande. L'importance de l'éducation aux médias dans l'environnement actuel des réseaux sociaux et de l'information rapide est de plus en plus reconnue par les systèmes scolaires et les organisations de la société civile, car l'éducation non formelle revêt une tout aussi grande importance. Différentes organisations peuvent proposer des formations qui encouragent les jeunes, les militants et les journalistes à modifier les récits qui les entourent, et leur donnent la plateforme pour le faire directement. L'un des meilleurs moyens de lutter contre les discours de haine et la xénophobie consiste à célébrer les histoires et les expériences positives qui sont toujours présentes, mais qui passent souvent inaperçues. – **Andela Savić**

Les médias traditionnels ont écrit des articles et réalisé des documentaires sur ces questions relatives aux droits humains, mais nous ne voyons pas souvent d'étudiants journalistes (15-21 ans) couvrir ces sujets. Il est grand temps que les étudiants journalistes et les jeunes militants s'impliquent dans les questions de société, notamment en ce qui concerne les droits humains. Il est essentiel de promouvoir la communication de la vérité et les récits dans leurs journaux scolaires afin d'éduquer et d'influencer leurs pairs et leurs camarades de classe, ainsi que de commémorer les atrocités commises dans le passé afin d'éviter qu'elles ne se reproduisent. En raison des informations fallacieuses et de la désinformation, de nombreux jeunes soutiennent la « guerre contre la drogue ». De plus, la diffamation flagrante des militants par l'administration actuelle a conduit au harcèlement, à l'intimidation et, pire encore, au meurtre de militants. Les jeunes, en particulier les étudiants journalistes et les militants, peuvent contribuer à informer et à éduquer sur les atrocités commises par le gouvernement dans le passé, et sur les problèmes actuels instigués par l'État qui pourraient potentiellement conduire à des atrocités.

À cet égard, nous, le Human Rights Youth Action Network (HRYAN) et BALAOD Mindanaw, en partenariat avec Tabang Sikad, une organisation de jeunes bénévoles, avons organisé une formation pour les journalistes des campus sur le journalisme fondé sur les droits et le principe du « ne pas nuire » et le journalisme du cœur. La formation a duré un mois et a été structurée selon un cadre adapté aux caractéristiques démographiques de nos jeunes participants. Vingt et un étudiants journalistes, âgés de 15 à 21 ans et provenant de différentes écoles de l'île de Mindanao, ont ainsi été formés pour améliorer leurs

compétences en matière de rédaction d'histoires ou d'articles fondés sur les droits ou le principe du « ne pas nuire » et provenant directement du cœur – une approche que nous avons appelée « JouHRno ». Les boursiers, issus d'universités publiques et privées, ont été répartis en trois groupes : justice de genre, droits humains et justice environnementale.

Afin que les stagiaires comprennent l'importance de rédiger des articles fondés sur les droits, nous avons discuté de ce que représente la justice transitionnelle et de son lien avec la prévention des atrocités. Des sujets sur la situation de Mindanao à travers le prisme des droits humains, de la justice de genre et de la justice environnementale ont également été abordés, l'accent étant mis sur la manière dont ils contribuaient et pouvaient être considérés comme des signes avant-coureurs d'atrocités. Les exemples classiques qui ont été partagés sont les meurtres de militants à Mindanao et la proclamation du président visant à abattre les épouses des rebelles armés. Nous avons également discuté de la situation de la liberté des médias et de la presse aux Philippines – généralement perçue comme l'une des plus libres d'Asie, mais dans l'un des endroits les plus dangereux au monde pour pratiquer le journalisme<sup>15</sup> – afin de nous assurer que les boursiers comprennent comment la liberté des médias et de la presse les affecte directement en tant qu'étudiants journalistes. Le rôle des journalistes était également l'un des sujets importants de la formation des boursiers ; le rôle des étudiants journalistes dans la communication de la vérité et la diffusion de l'information a notamment été souligné. Une séance de mentorat a été organisée pour nos boursiers par d'éminents experts en médias et en communication. Dans le cadre de leur objectif de formation, les boursiers de chaque groupe ont produit un bulletin d'information sur le thème de leur groupe.

Avec l'utilisation agressive de la technologie et des réseaux sociaux par les jeunes et l'arrivée de nouvelles générations d'applications et de technologies, il est important de présenter la vérité aux jeunes sur la plateforme qu'ils sont le plus enclins à utiliser, à savoir les réseaux sociaux. Il est important de maximiser l'utilisation des réseaux sociaux dans la lutte contre les informations fallacieuses et la désinformation. Faisons avancer l'agenda de la communication de la vérité et de la commémoration des atrocités commises dans le passé, afin que la nouvelle génération de jeunes ne soit pas influencée à tort par les forces qui altèrent délibérément la vérité et déforment l'histoire. La justice n'existe pas sans le souvenir des événements du passé. Nous ne pouvons pas aller de l'avant sans soulever les expériences et les leçons du passé afin d'éviter qu'elles ne se reproduisent. Les jeunes d'aujourd'hui et de demain doivent continuer à garder le cap, en apportant avec eux la vérité et les enseignements du passé. Poursuivons la conversation à la fois en ligne et hors ligne.

# DONNER AUX JEUNES LES MOYENS D'UTILISER LES RÉSEAUX SOCIAUX COMME UN NOUVEL ESPACE PUBLIC DE PRÉVENTION DES ATROCITÉS : ÉTUDE DE CAS EN INDONÉSIE

par : Manik Marganamahendra

Le mouvement Black Lives Matter (BLM) a pris un nouvel élan en 2020 après le meurtre de George Floyd, mais sa naissance remonte à plusieurs années auparavant. Parti d'un mot-dièse sur Twitter, le mouvement BLM est devenu l'épine dorsale de tout un mouvement antiraciste du même nom. Selon Russell Rickford, cité par Riley E. Olson, le potentiel de diffusion de masse des réseaux sociaux et leur capacité à partager des histoires personnelles et pertinentes ont facilité la généralisation du message du mouvement BLM. Il s'agit d'un exemple de la manière dont « l'interaction, l'échange et la communication de masse en ligne relient les personnes ayant des objectifs et des valeurs communs et aident les utilisateurs des réseaux sociaux à obtenir, à maintenir et à cultiver des ressources et un soutien communautaire ». L'utilisation des réseaux sociaux par le mouvement BLM s'inspire de l'insurrection traditionnelle et la modernise. Elle constitue

**CONTEXTE :** Indonésie

**FACTEURS DE RISQUE  
D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Politisation des griefs du passé,  
tensions et impunité

Niveau élevé de corruption  
et mauvaise gouvernance ;  
criminalisation des défenseurs  
des droits humains

un bel exemple de la façon dont le militantisme et les réseaux sociaux sont devenus profondément imbriqués.

En réalité, le mouvement BLM n'est pas le seul à utiliser les réseaux sociaux pour renforcer et étendre son influence. Un autre exemple sur lequel je m'attarderai un peu plus longuement – car il provient de mon pays – est le mouvement social en cours en Indonésie. Selon mon expérience personnelle, les réseaux sociaux ont rendu le militantisme plus inclusif et plus accessible au public. Ils facilitent le processus de circulation du discours du mouvement. L'Internet a rendu le militantisme social plus démocratique dans le sens où tout le monde peut accéder à n'importe quel mouvement, le suivre, et décider de le rejoindre ou non. Pour citer Cortés-Ramos et coll., « l'Internet a amplifié et renforcé les possibilités du militantisme social. Ici, les réseaux sociaux servent de plateforme pour la diffusion virale d'informations qui ont un fort potentiel d'impact sur l'opinion publique<sup>17</sup>. » Mais la situation n'est singulièrement pas toujours aussi simple.

Étant moi-même militant, je peux affirmer avec certitude que sur certains sujets, les campagnes en ligne ne suffisent pas. Il est beaucoup plus facile de sensibiliser le public aujourd'hui, mais c'est précisément pour cette raison que le public a tendance à avoir une capacité d'attention limitée. Une question peut faire surface et recueillir un énorme soutien en ligne, mais qui sait si ces personnes sont encore attentives le lendemain ? Un mouvement social doit résister à l'épreuve du temps jusqu'à ce qu'il atteigne ses objectifs. Laisser un mouvement s'évaporer est un gaspillage de ressources. Lorsque vous croyez en la cause, vous devez faire un pas de plus. Afin de soutenir le mouvement que vous appuyez, vous devez également vous faire entendre dans un espace physique et public.

Une autre préoccupation des militants aujourd'hui réside dans la surveillance gouvernementale et les ramifications qui en découlent. Les plateformes de réseaux



sociaux appartiennent à des entités commerciales, ce qui les soumet aux lois des pays dans lesquels elles opèrent. Ce n'est peut-être pas un problème pour ceux qui vivent dans des pays qui ne réglementent pas la circulation de l'information en ligne. Mais le problème se pose lorsque vous vivez dans un pays pseudotalitaire comme c'est mon cas. L'Indonésie a adopté une loi qui régit ce que vous pouvez et ne pouvez pas dire sur les réseaux sociaux, appelée UU ITE (« Undang-Undang Informasi dan Transaksi Elektronik », ou en français, « Loi numéro 11 de 2008 sur les informations et les transactions électroniques »). La loi elle-même est très ambiguë et donc vulnérable aux abus.

## Précautions à prendre en matière de sécurité pour les militants en ligne

Dans le programme, nous avons conclu que pour assurer la sécurité des communications et des campagnes en ligne avec des comptes personnels, les mesures de précaution suivantes sont nécessaires :

- Choisissez une application de messagerie ou des réseaux sociaux sécurisés – ceux-ci peuvent changer au fil du temps, alors tenez-vous au courant des évolutions ou demandez à une source fiable.
- Activez l'authentification à deux facteurs (2FA) ou la vérification en deux étapes.
- Si vous oubliez votre mot de passe, utilisez une application d'authentification plutôt que d'envoyer un mot de passe à usage unique par SMS, par souci de sécurité.
- Évitez d'inclure des informations personnelles telles que l'adresse de votre domicile, les membres de votre famille, etc. dans les détails de votre compte.

Pour en savoir plus, consultez cet article écrit par SAFEnet intitulé « Panduan Memilih Aplikasi Percakapan yang Melindungi Privasi » (rédigé en indonésien) : <https://id.safenet.or.id/2021/01/panduan-memilih-aplikasi-percakapan-yang-melindungi-privasi/>.

En plus de surveiller sa population, le gouvernement indonésien se mêle également de façonner l'opinion publique et de faire taire les critiques en utilisant des trolls sur l'Internet, qui, dans notre pays, sont connus sous le nom de « buzzers ». Selon Ismail

Fahmi (Zhacky, 2019), analyste des réseaux sociaux pour Drone Emprit Publications et Media Kernels Indonesia, l'existence de ces « buzzers » montre que le gouvernement indonésien ne tolère pas la critique et déforme les résultats des discussions publiques sur les réseaux sociaux. Le gouvernement indonésien actuel a pour habitude de lutter contre l'opinion publique sur les réseaux sociaux en exposant les contre-arguments au moyen de « buzzers ». Ce n'est pas un problème lorsqu'un débat entre deux opinions opposées se produit naturellement, car il s'agit de l'essence même de la démocratie. Mais qu'en est-il lorsque l'argument est systématiquement mis en scène par un parti ? Cela peut sembler bizarre, mais c'est malheureusement ce qui se passe sur la belle prairie des réseaux sociaux indonésiens.

Il appartient donc à chacun d'utiliser les réseaux sociaux à bon escient, et cela vaut pour nous, Indonésiens. Nous pouvons tout filtrer selon nos préférences, nous pouvons élargir nos connaissances, nous pouvons soutenir un mouvement, mais nous pouvons aussi nous laisser emporter vers la jungle de la vérité déformée où le bien et le mal ne sont pas noirs et blancs, mais plutôt gris, et où le pouvoir joue un rôle contraignant. Nous risquons la prison, que ce que nous disons soit vrai ou non, mais nous ne devons pas nous décourager. Nous devons administrer les pratiques exemplaires avec prudence afin de rester dans le jeu. À cette fin, mon organisation, Tata Muda, a élaboré un programme grâce auquel vous pouvez obtenir des informations sur la façon de minimiser les risques lorsque vous utilisez les réseaux sociaux à des fins de militantisme.

En septembre 2021, nous avons organisé un atelier, le Mois de la jeunesse pour la vérité. Le thème central du programme était la prévention des atrocités pour les jeunes sur les réseaux sociaux. Le programme a duré un mois complet, au cours duquel nous avons formé des personnes sélectionnées qui ont un intérêt et une expérience dans le domaine des droits humains, plus particulièrement les violations des droits humains dans le contexte de l'histoire indonésienne. Outre un atelier, nous avons également créé des campagnes en ligne sur diverses plateformes sous la forme de vidéos, d'infographies et d'articles sur les violations des droits humains en Indonésie. Le sujet que nous avons abordé est très sensible en Indonésie, car certains des auteurs de ces violations sont encore en fonction au sein du gouvernement.



Nous avons organisé le programme de manière très confidentielle afin de protéger les données privées de nos participants. Les sujets abordés lors de l'atelier ne se sont pas limités à la prévention des atrocités. Nous avons abordé le thème de la justice transitionnelle, passé en revue les détails de la pratique technique des campagnes sur les réseaux sociaux et discuté du consentement éclairé avant que les participants ne réalisent chacun une campagne sur les réseaux sociaux concernant une violation spécifique des droits humains en Indonésie. Parmi les exemples de sujets de campagne, citons le massacre de 1965, les disparitions de militants prodémocratie et environnementaux, et les violations locales des droits humains. Nous avons également compris que les contenus relatifs aux violations des droits humains et aux atrocités peuvent déclencher toute une série de réactions. Nous avons donc soigneusement élaboré des contenus « faciles » à accepter pour le public, et les avons répartis sur deux plateformes différentes : Instagram pour les contenus visuels et Medium pour les écrits. Notre article et notre campagne peuvent être consultés aux adresses suivantes : <https://medium.com/tatamuda/sekolahkebenaran/home> et <https://www.instagram.com/tata.muda/?hl=en>

Ce programme m'a appris que le rôle des jeunes dans la prévention des violations des droits humains à l'aide des réseaux sociaux est très important. Avec un esprit critique et une combativité ardente, les jeunes peuvent jouer un rôle fondamental dans l'activation des mouvements et la sensibilisation de la société aux questions relatives aux droits humains.

Le Mois de la jeunesse pour la vérité nous a permis de tirer plusieurs enseignements essentiels sur la prévention des atteintes aux droits humains à travers les réseaux sociaux. Les principaux enseignements sont les suivants :

1. Assurez-vous que chaque événement ou campagne dispose d'un plan de sécurité numérique au cas où les personnes menant la campagne seraient ciblées ou harcelées en ligne.
2. Visez les jeunes à chaque occasion pour amplifier leurs propres perspectives sur les questions relatives aux droits humains et à la justice transitionnelle.
3. Faites preuve d'empathie envers les victimes et les survivants et leur besoin de justice.
4. Utilisez des méthodes créatives pour raconter à nouveau les histoires de violations des droits humains commises dans le passé, car celles-ci conviennent au comportement des jeunes d'aujourd'hui sur les réseaux sociaux.
5. Là où le gouvernement et le principe de responsabilité stagnent encore, collaborez entre organisations de jeunes et de la société civile, et faites appel à une aide juridique.



# LE RÔLE DE LA MÉMOIRE ET DE LA COMMÉMORATION

par : Gbadé Teloh Amandine Macoura

Dans un pays à l'histoire conflictuelle ou autoritaire comme la Côte d'Ivoire, la mémoire et la mémorialisation sont indispensables aux stratégies de prévention des atrocités sur le long terme. Le travail de mémorialisation et de mémoire permet d'éduquer les populations sur les causes profondes qui ont conduit à ces crimes, et sur les raisons pour lesquelles la conscience collective doit veiller à ne plus jamais commettre les mêmes erreurs à l'avenir. Dans ce contexte, commémorer la mémoire d'un passé douloureux signifierait rassembler des groupes autour d'une histoire commune, d'une identité unique et inclusive, et d'une mémoire collective unifiée. Dans le domaine de la justice transitionnelle, la mémoire et la mémorialisation sont des outils essentiels pour créer une société forte et résiliente, sans violence et tolérante envers les valeurs humaines, dans laquelle chacun est capable d'utiliser le dialogue intergénérationnel, traditionnel et institutionnel pour gérer de manière pacifique les conflits.

L'acte constitutif de l'Union africaine reconnaît explicitement le rôle de la jeunesse africaine dans la construction de la solidarité et de la cohésion, et le plan stratégique 2004-2007 de la Commission de l'Union africaine a fait du développement et de l'autonomisation des jeunes une priorité. La Charte africaine de la jeunesse, adoptée par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Banjul, en Gambie, en 2006, a cristallisé la reconnaissance des jeunes hommes et femmes dans le développement de l'Afrique en créant un cadre à l'échelle du continent assorti de recommandations sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité. Ce cadre revêt une importance particulière, dans la mesure où les jeunes sont un groupe généralement

**CONTEXTE :** Côte d'Ivoire

**FACTEURS DE RISQUE  
D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Mémoire et histoire des violations des droits humains

exploité en temps de crise pour exécuter la violence incitée par d'autres. En temps de crise, les jeunes sont souvent utilisés et manipulés par les décideurs et les responsables politiques. Ils sont à la fois les bourreaux et les victimes des crises qui frappent leurs pays. Mais ils restent en marge de tout processus de réconciliation et de consolidation de la paix.

Dans le cas de mon pays, la Côte d'Ivoire, les violences postélectorales de 2010 et 2011 ont succédé à des décennies de conflits politiques et ethniques. Les forces de sécurité ainsi que les groupes rebelles et les milices ont causé la mort de plus de 3 000 personnes durant cette période. Immédiatement après cette crise, le gouvernement ivoirien a lancé un processus de justice transitionnelle guidé par plusieurs institutions, notamment la Commission dialogue vérité et réconciliation (CDVR), dont la mission était de superviser le processus d'établissement des faits pour découvrir la vérité sur les crises, et la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (CONARIV), qui visait à déterminer et à recommander des réparations pour les victimes. Bien que le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire ait été motivé par la volonté d'apporter un soulagement aux victimes, il est néanmoins important de reconnaître qu'un gouffre considérable existait entre la mise en œuvre du processus et les attentes des victimes.

Dans ce contexte, nous, le Réseau Action Justice et Paix, avons promu l'utilisation de la mémoire et de la mémorialisation comme forme de réparation communautaire et symbolique et comme moyen de garantir la non-répétition. L'objectif de notre projet, Promotion des initiatives mémorielles et lutte contre la désinformation médiatique comme facteurs de paix et de prévention des conflits en Côte d'Ivoire, était de créer un mémorial en ligne pour éduquer la jeunesse ivoirienne sur l'histoire de la Côte d'Ivoire et l'inviter à tirer les leçons de ces récits afin d'éviter la répétition des atrocités de masse. Nous avons créé une plateforme Facebook à des fins d'interaction ainsi qu'un site Web pour y publier des articles, des rapports et des documents liés aux processus de justice transitionnelle menés dans le pays, dans le but général de faciliter la réconciliation et de prévenir les conflits.

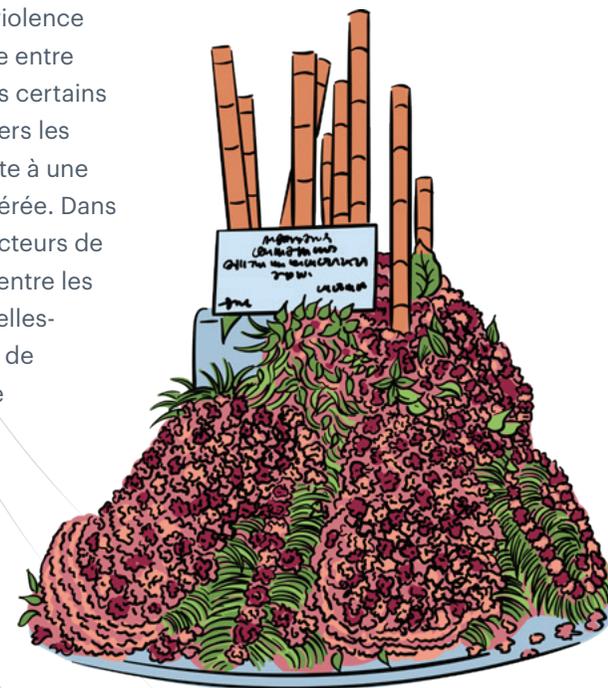


La mémoire et la mémorialisation peuvent constituer des outils importants pour créer une identité commune en se souvenant d'un événement historique qui a marqué les personnes d'une ville, d'un pays, d'un continent, d'un groupe de personnes stigmatisées ou autres. L'approche de la mémorialisation doit être adaptée au contexte et au groupe cible. Dans un environnement post-conflit, cet exercice doit être scrupuleux. Au vu des signes précurseurs de violence en Côte d'Ivoire, il est plus que nécessaire que l'État et la population s'intéressent à la promotion de la mémoire comme une forme de prévention des atrocités dans le pays. Suite à une étude menée dans le cadre d'un précédent projet, il a été découvert que les jeunes Ivoiriens ignorent les tenants et les aboutissants du processus de justice transitionnelle, qu'aucune institution étatique n'est malheureusement chargée d'enseigner aux jeunes. Par conséquent, les jeunes s'engagent de manière répétée dans des actes de violence suite à la manipulation des décideurs politiques ivoiriens. Pour remédier à ce problème, notre équipe a organisé deux échanges avec des étudiants universitaires en histoire pour leur permettre de mieux comprendre l'histoire douloureuse du pays et le concept de mémorialisation, puis les inviter à devenir les garants et les agents de la promotion de la paix ivoirienne. Lors du premier échange, il est apparu que 90 % des participants ne connaissaient pas l'existence de la justice transitionnelle en Côte d'Ivoire, mais souhaitaient en savoir plus à travers des recherches afin de s'engager dans la pérennité des acquis liés à ce processus. Nous avons également profité de ces échanges pour inciter les participants à rédiger des articles historiques de manière impartiale et à fournir les sources de leurs informations afin d'éviter de diffuser la désinformation au sein de la population.

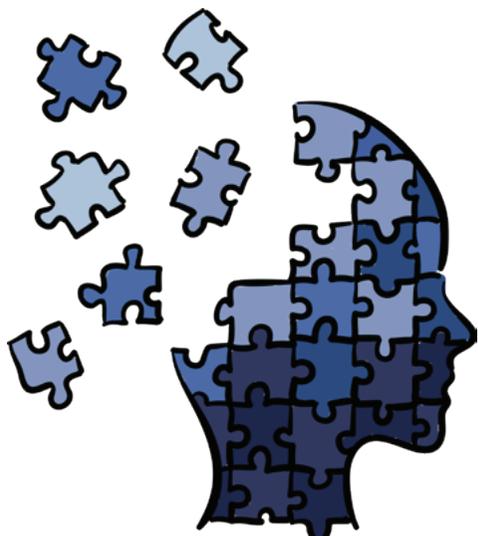
Suite à ces interventions, les étudiants ont rédigé des articles dans le cadre du projet Mémoire ivoirienne et ont été invités à résumer brièvement leurs écrits respectifs. Notre équipe de projet a ensuite organisé des réunions bilatérales avec le Conseil national des droits de l'homme et le ministère de la Réconciliation et de la Cohésion nationale afin de leur présenter le projet dans le cadre des processus de justice transitionnelle et de mémorialisation du pays. Il a été noté lors de ces réunions que les causes profondes des crises répétées de la Côte d'Ivoire remontent en effet à l'époque de l'indépendance, mais que le processus de justice transitionnelle ne prend en compte que les années 90, ce qui limite la possibilité de traiter efficacement le passé du pays. Il n'existe pas non plus d'archives en Côte d'Ivoire permettant de retracer les violences qui ont eu lieu et d'identifier les victimes et l'ampleur de ces atrocités. De plus, comme les institutions étatiques ivoiriennes ont surtout privilégié une politique d'oubli, pour ne pas risquer de rouvrir les blessures dont souffrent encore certaines victimes, il est nécessaire de mettre en place des mesures de sécurité pour les militants et les acteurs de la société civile qui souhaitent développer cette pratique de mémorialisation comme moyen de faire avancer la réconciliation et de prévenir les atrocités.

Par ailleurs, dans le cadre du projet, nous avons organisé deux émissions de radio sur la station Yopougon Amitié afin de discuter des grandes périodes qui ont marqué l'histoire de la Côte d'Ivoire. L'émission a été diffusée depuis cette commune d'Abidjan, car elle a été le théâtre de la participation massive des jeunes dans les violences liées aux crises qui ont secoué le pays. Nous avons voulu sensibiliser les jeunes de cette commune à l'histoire du pays et à leur rôle dans la création de facteurs de paix et de prévention des conflits. Enfin, nous avons produit des vidéos sur des sujets historiques tels que la période de colonisation du pays, le coup d'État de 1999 et la crise politico-militaire de 2002, qui ont ensuite été partagées sur Facebook et le mémorial en ligne. Dans le cadre de cette étude, nous avons eu l'occasion de diffuser des histoires et des témoignages vécus par des victimes des crises ivoiriennes et des acteurs clés de la société civile qui ont contribué à la création du mémorial en ligne. Les vidéos sont disponibles en ligne au profit de toute personne désireuse d'en savoir plus sur l'histoire de la Côte d'Ivoire.

Si notre projet a démontré que la Côte d'Ivoire est encore trop instable pour la mise en place d'un mémorial accepté par tous et accompagnant un processus de réconciliation pacifique, il représente un pas important vers l'instauration d'une paix véritable et durable dans le pays. La Côte d'Ivoire a besoin du soutien d'experts internationaux pour initier ce processus. Les jeunes doivent également être des acteurs clés dans le processus de plaidoyer pour la création de la mémoire et la mémorialisation dans le pays. Si leur contribution est nécessaire, elle doit se faire sans violence par des actions pacifiques de dialogue entre eux et les autorités compétentes. Dans certains cas, les jeunes perdent confiance envers les institutions qui gouvernent le pays suite à une crise meurtrière qui n'a pas été bien gérée. Dans ces situations, les jeunes, en tant qu'acteurs de la paix, doivent initier des rencontres entre les différentes entités de la population. Celles-ci peuvent ouvrir un dialogue capable de restaurer un climat de confiance entre toutes les strates de la société avant de planifier ensemble les bases d'une mémoire collective et les indicateurs d'une initiative de mémorialisation capable d'apaiser le cœur des victimes ou des groupes affectés.



Il est du devoir du gouvernement, à travers ses institutions, de garantir la paix et la sécurité de la population. Le rôle des processus de justice transitionnelle est de trouver des stratégies appropriées pour gérer au mieux les conflits dans chaque contexte. Les États doivent analyser la portée de leurs mécanismes nationaux de gestion des conflits et les adapter aux exigences de leur contexte. La création de la mémoire et les initiatives de mémorialisation dans des pays comme le Rwanda et la Colombie démontrent leur succès dans la prévention des atrocités et des violences communautaires. Il est grand temps que les États encore réticents fédèrent leurs populations autour de l'histoire de leur pays et des enseignements tirés des crises auxquelles le pays a été confronté. Ces valeurs se transmettront de génération en génération et constitueront les piliers d'une société solide et unie. L'histoire a montré que les plus grandes puissances du monde se sont construites autour de la mémorialisation, de la commémoration et de la promotion de l'histoire transmise de génération en génération.



# STRATÉGIES POUR PERMETTRE AUX JEUNES DÉFENSEURS ET MILITANTS DE SUSCITER LE CHANGEMENT

par : Wazi Marie-Flore Begou

**CONTEXTE :** Côte d'Ivoire

**FACTEURS DE RISQUE D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Antécédents de graves violations des droits humains

Les défis auxquels nos communautés sont confrontées sont de plus en plus importants et ont un impact considérable sur nos populations, notamment sur la vie des femmes et des jeunes. Les conflits violents, les atrocités et les menaces terroristes sont des fléaux qui nécessitent des structures pour les victimes dont la prise en charge physique, psychologique et financière reste une préoccupation.

L'engagement des jeunes dans les initiatives de prévention des atrocités est un don, dans la mesure où les jeunes représentent une importante partie de la population en Afrique subsaharienne. Soixante-dix pour cent de la population a moins de 30 ans et, en 2050, la moitié de la population subsaharienne aura moins de 25 ans, selon un numéro d'avril 2021 d'Africa Magazine.

Les jeunes représentent une force vive et inébranlable en ce qui concerne le changement social. Mais dans les régions subsahariennes, cette force est très souvent utilisée à des fins de déstabilisation. En Afrique en général, la prise de décision au sein des systèmes gouvernementaux est l'apanage d'une classe, constituée notamment des autorités locales et des chefs. Au sein de ces instances décisionnelles, les voix des femmes et des jeunes sont essentiellement absentes. Par conséquent, les besoins et les préoccupations de ces catégories de la population ne sont pas suffisamment représentés. Cette pratique engendre des conflits intergénérationnels.



Pour contrer cette exclusion, il est possible d'avoir recours, seul ou avec d'autres, au plaidoyer. L'objectif de ce chapitre est de présenter le travail que j'ai effectué dans le cadre du programme Mettre en avant les voix des jeunes activistes dans la prévention des atrocités de la Global Initiative for Justice, Truth & Reconciliation, afin d'illustrer le plaidoyer en tant qu'outil efficace pour les jeunes qui souhaitent s'exprimer de manière constructive et pacifique pour garantir la sécurité et la paix des communautés.

Mon travail auprès des femmes en Côte d'Ivoire consiste notamment à utiliser une stratégie qui intègre leurs besoins dans les mécanismes de résolution et de gestion des conflits. Dans le cadre de notre plaidoyer en Côte d'Ivoire, nous avons également constaté une insécurité croissante dans la région, qui

s'est manifestée par des conflits intercommunautaires. Les femmes sont régulièrement victimes de viols et d'autres agressions. Certaines deviennent même incapables d'aller travailler dans les champs à cause de cette insécurité, ce qui entraîne une dégradation de leur situation financière. Pour ajouter à cette difficulté, les femmes sont mal à l'aise à l'idée de dénoncer les préjudices qu'elles subissent, et par conséquent, leurs besoins ne sont pas pris en compte dans les stratégies des gouvernements locaux. Les communautés de Côte d'Ivoire sont aussi fondamentalement marquées par le patriarcat. Il est donc difficile de faire accepter les femmes dans les processus décisionnels locaux.

Pour faire en sorte que les voix des femmes soient entendues et que leurs besoins soient satisfaits, nous avons formé des femmes et des jeunes au dialogue communautaire afin qu'ils cernent les problèmes de leurs communautés, qu'ils ont ensuite résolus en organisant des séances de dialogue supplémentaires. Nous avons également organisé des réunions en face à face avec les autorités et les personnes au pouvoir pour communiquer les besoins identifiés lors des séances de dialogue. Ainsi, les réunions qui ont lieu avec les décideurs et les fonctionnaires ont été agrémentées d'actions sur le terrain pour montrer la capacité des femmes et des jeunes à résoudre les problèmes auxquels leur communauté est confrontée. Dans le cadre de notre plaidoyer, nous avons renforcé la capacité des femmes à diriger et la participation des femmes à la

vie publique. Ensuite, nous les avons accompagnées auprès des autorités, des leaders communautaires, des chefs et des institutions nationales et internationales pour qu'elles puissent partager leur souhait de faire partie de ces mécanismes de gestion et de résolution des conflits locaux. Grâce à cette action de plaidoyer, les femmes sont de plus en plus écoutées et leurs besoins pris en compte.

Le plaidoyer est l'une des nombreuses méthodes utilisées par les militants et les organisations de la société civile pour pousser les décideurs à adopter des mesures en vue de faire évoluer une situation particulière. Le plaidoyer consiste en une série d'actions qui vise à modifier les politiques, les lois, ou une position ou une pratique qui porte atteinte aux droits et au bien-être des populations. Il s'agit de diriger les actions vers les décideurs, les personnes au pouvoir ou les personnes influentes.

Il existe de nombreuses façons d'influencer les décideurs et les personnes puissantes, notamment au travers de stratégies originales de confrontation et de mobilisation publique ou de méthodes plus conventionnelles de pression « en coulisse ». Dans un contexte où la voix des jeunes est minoritaire dans le processus de décision, le plaidoyer constitue un moyen d'influencer les politiques, d'être entendus et de voir nos aspirations prises en compte par les décideurs.

Nos jeunes doivent faire du plaidoyer un outil incontournable pour avoir un impact sur leur système de gouvernement et s'assurer que les jeunes et les femmes s'emparent de l'espace nécessaire pour obtenir une considération égale de leurs besoins. Dans la suite de ce chapitre, je vous présenterai des recommandations et des étapes que j'ai trouvées fructueuses lors de la création d'une campagne de plaidoyer.

## Quel est le problème ?

Pour s'attaquer à un problème, il est important d'en comprendre les contours. Il faut ainsi analyser les causes du problème, et en déterminer les répercussions sur les victimes ou les populations concernées.

En général, une campagne de plaidoyer consiste en une stratégie globale d'actions qui peut inclure des réunions, des déclarations, et l'utilisation de la presse et des réseaux sociaux. La réussite d'une campagne de plaidoyer dépend



uniquement des parties qui la dirigent. Il est important de mener des campagnes avec les victimes et les survivants concernés, en leur permettant d'exprimer leurs besoins et de proposer des réponses qui seront appropriées et durables.

## Comment Élaborer une Campagne de Plaidoyer

Le plaidoyer suit une méthodologie très spécifique :

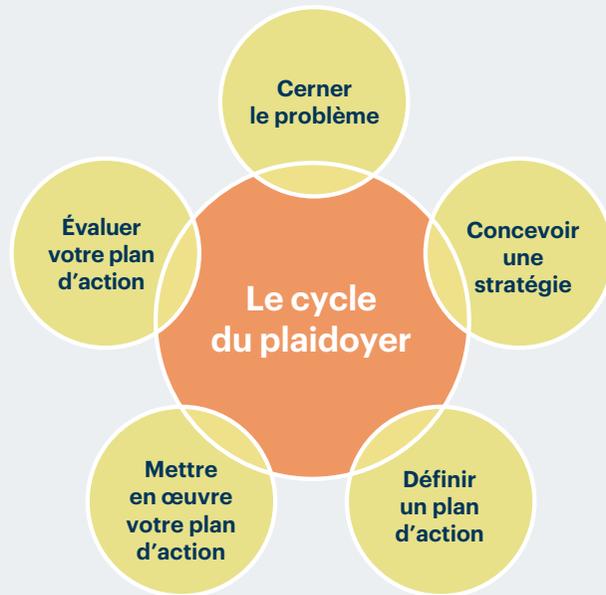


Figure 1 : Le cycle du plaidoyer

Pour que votre campagne de plaidoyer soit un succès, il est important de vous poser les questions suivantes :

- Quel est le problème ?
- Comment dois-je mener cette campagne de plaidoyer ?
- Qui sont les parties intéressées par cette campagne de plaidoyer ?

Il faut en premier lieu définir qui sont les parties concernées par la campagne que vous souhaitez lancer. Il y a les personnes à l'origine de l'action et celles qui en sont les bénéficiaires. Au cours d'une campagne, vous devez absolument être conscients de votre propre position par rapport aux questions que vous tentez d'aborder. Identifiez

ensuite les groupes cibles, qui peuvent généralement être divisés en trois sous-groupes : 1) les groupes de pression, 2) les personnes influentes, et 3) les décideurs.

Les groupes de pression sont capables de faire pression sur les décideurs en utilisant la menace d'une sanction ou d'une retenue. Les missions diplomatiques, les organisations internationales ou les mécanismes régionaux en sont des exemples.

Les influenceurs sont les personnes en mesure d'amplifier le message, ce qui leur confère un moyen d'exercer une pression. Il s'agit par exemple des groupes de femmes, des groupes de jeunes, des organisations confessionnelles, etc.

Enfin, les décideurs sont ceux qui détiennent le pouvoir de changer les choses au travers des structures officielles de l'État, comme l'adoption de nouvelles lois, de décrets ou de réformes des institutions existantes allant dans le sens des changements souhaités.

Une fois les bénéficiaires définis, les responsables de la campagne de plaidoyer doivent ensuite déterminer la manière qu'ils souhaitent utiliser pour accentuer leur message. Aujourd'hui, les plateformes numériques sont devenues des outils indispensables en vue de faire appliquer une politique. WhatsApp, Facebook et Twitter sont des plateformes médiatiques suivies de près par les jeunes et par les autorités, les influenceurs et les décideurs. En termes de financement, les plateformes de réseaux sociaux sont à la portée de nombreux jeunes à un coût très faible. Dans votre stratégie de réseaux sociaux, il est important d'étiqueter toutes les autorités et les individus qui pourraient être en mesure d'apporter un changement positif dans votre lutte, ou bien de faire pression sur eux pour qu'ils agissent.

Dans nos stratégies d'action, nous avons utilisé les réseaux sociaux pour attirer l'attention des autorités sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les mécanismes locaux de prévention de la violence. Nous avons créé le mot-dièse #StopAtrocité. Les messages envoyés ont permis de lancer des conversations en ligne et au sein des communautés en Côte d'Ivoire. Les femmes et les communautés se sont senties valorisées, car leur message a dépassé le cadre de leur propre communauté. Les autorités ont également commencé à prêter attention aux préoccupations des femmes et des jeunes. Nous avons constaté des résultats concrets et certaines localités ont commencé à travailler avec les femmes et les jeunes sur la prévention des conflits. Il n'a toutefois pas été simple de mener à bien ce travail de plaidoyer. Les chefs traditionnels n'ont pas vraiment compris les enjeux de l'intégration des femmes dans les mécanismes locaux, qui ont longtemps été l'apanage des hommes. Certaines femmes restent réticentes à l'idée de participer à la vie publique.

Les jeunes et les femmes occupent une position stratégique dans le développement des nations et la prévention des atrocités. Ils comprennent les nouveaux défis auxquels

le monde est confronté. Leur potentiel en tant que jeunes et femmes leur permet de construire un monde meilleur sur la base du passé et des innovations offertes par le contexte actuel.

Sur la base de ce constat, je formule les recommandations suivantes à l'intention des autres jeunes à la tête de campagnes de plaidoyer :

- Renforcez les capacités des autres jeunes et des femmes en matière de plaidoyer.
- Privilégiez les initiatives de plaidoyer impliquant des femmes et des jeunes.
- Présentez le plaidoyer comme un outil d'expression non violente.
- Soutenez les capacités des jeunes et des femmes à utiliser les outils numériques à des fins de plaidoyer.

Le plaidoyer repose sur des arguments forts, sur la force des idées, et implique des valeurs comme la courtoisie, le respect mutuel, l'écoute et l'humilité. Le plaidoyer pratiqué par les jeunes octroierait de la visibilité aux jeunes qui utilisent le dialogue comme outil de changement et qui œuvrent à la recherche constructive de solutions durables et inclusives. Nous avons fait un premier pas, mais nous aimerions faire avancer notre plaidoyer à un niveau suffisamment important pour réduire la violence contre les femmes et prévenir les atrocités.



# LA VOIX PLUTÔT QUE LA VIOLENCE : UNE CONCEPTION FÉMINISTE DE LA VIOLENCE EN AFGHANISTAN

par : Spouzhmai Akberzai

En août 2021, les talibans ont pris le contrôle de Kaboul en menant une guerre contre la République islamique d'Afghanistan par des moyens violents allant des attentats à la bombe aux attaques suicides, en passant par les cours martiales et d'autres formes d'attaques horribles. Les femmes ont ainsi perdu vingt ans (2001-2021) d'acquis en matière de libertés civiles, de droit fondamental à l'éducation, de droit à l'égalité des chances, de droits politiques, de droit à la liberté d'expression et d'opportunités professionnelles. En l'absence de volonté politique et d'organisations internationales indépendantes, des initiatives non officielles de recherche de la vérité peuvent jeter les bases d'un large discours sur la justice de genre. Il pourra s'avérer utile d'adopter la conception féministe de la violence pour documenter les violations passées et actuelles des droits humains et pour élever la voix contre les atrocités qui se produisent dans le pays afin d'en prévenir d'autres.

**CONTEXTE :** Afghanistan

**FACTEURS DE RISQUE  
D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Conflit armé actif

Instabilité politique causée par des conflits de pouvoir et des mouvements d'opposition armés ou radicaux.

Capacité de recruter ou d'encourager un grand nombre de personnes ou un groupe de population et disponibilité de moyens pour les mobiliser



Étant donné que les perspectives masculines sont privilégiées dans les pays en cours de démocratisation, les études sur la sécurité y constituent un domaine à large prédominance masculine. En Afghanistan, ce secteur a interdit aux femmes toute participation significative au discours sur la paix et la sécurité. Afin de nuancer la compréhension de la gravité de la violence et de la victimisation actuellement imposées aux femmes, mon travail s'axe sur une approche féministe de la narration, décrivant la violence et les expériences des femmes face aux atrocités qui leur sont infligées par le terrorisme.

Le précédent gouvernement afghan avait activement

négoié des pourparlers de paix jusqu'à ce que les États-Unis signent un accord de paix avec les talibans en 2020, mettant de ce fait le gouvernement afghan sur la touche. Les talibans ont alors lancé des campagnes d'assassinats ciblés contre les Afghans, semant l'horreur dans tout le pays. Les attaques contre les universités, les écoles et les hôpitaux étaient spécifiquement conçues pour mettre en péril la sécurité dans le pays. L'augmentation de la violence a entraîné une crise de sécurité causée par la défection de l'accord de paix et l'instabilité politique qui en a résulté.

L'Afghanistan est tombé entre les mains d'un groupe terroriste. Les femmes, qui étaient activement engagées dans différents aspects de la vie, sont aujourd'hui déplacées. Les filles n'ont pas le droit de fréquenter les collèges et les lycées dans presque tout le pays ; la participation des femmes à la vie sociale, politique et économique a été interrompue ; les militantes, les journalistes et les dirigeantes politiques sont désespérées. Elles vivent dans la clandestinité, craignant d'être exécutées. La faiblesse de la structure de l'État

et la recrudescence des conflits armés et des groupes radicaux armés ont conduit à une crise sécuritaire et à une escalade de la violence, en général, et contre les femmes militantes, en particulier. En tant que moyen de communication de la vérité pour une future justice transitionnelle, mon travail consiste à documenter les récentes stratégies des groupes terroristes visant à réduire au silence ou à tuer des femmes vulnérables qui sont actives sur les réseaux sociaux et font désormais partie de la diaspora afghane. Grâce aux réseaux sociaux, les militantes élèvent la voix pour faire part de leurs préoccupations concernant les abus commis à l'encontre des femmes et des filles par les talibans, en axant leurs déclarations autour de leurs horribles expériences passées et présentes. Dans le cadre de ce projet, j'ai utilisé les réseaux sociaux comme un instrument pour transmettre au monde les messages des femmes afghanes sur leur situation sous des régimes répressifs.

Au moyen [d'entretiens et de témoignages vidéo](#) de femmes afghanes, j'ai cherché à préserver et à jeter les bases d'un travail ultérieur en matière de justice transitionnelle, de responsabilisation et de plaidoyer. Une partie de ma campagne était centrée sur le manque de sensibilisation internationale quant à la situation des femmes et des filles en Afghanistan. Le 26 décembre 2021, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, j'ai demandé à deux artistes de rue de réaliser une œuvre d'art en direct illustrant l'interdiction de l'éducation par les talibans et la mise à l'écart des droits et des réalisations des femmes pendant le processus de paix, ainsi que les privations actuelles des femmes. Lors d'une performance de rue dans le quartier de Old Town à Alexandria, en Virginie, deux artistes femmes ont peint sur des toiles le sort des femmes afghanes pour les passants. Il a fallu environ 5 heures pour réaliser les peintures. Alors qu'elles peignaient, nous avons dialogué avec le public pour le sensibiliser à la situation actuelle des femmes en Afghanistan, en distribuant des brochures contenant des informations sur notre site Web et nos comptes Twitter et Facebook.

La deuxième composante du projet, et l'une des parties les plus importantes de mon travail, consiste en la compilation de la chronologie des pertes subies par les femmes, une évolution rapide par rapport aux acquis obtenus et aux progrès réalisés, due aux interventions américaines, aux négociations de paix, à la mise à l'écart et enfin à l'abandon des femmes afghanes à leur sort à la merci des groupes



terroristes. Les écoles de filles restent fermées et les femmes sont interdites d'emploi. Les femmes qui quittent leur domicile doivent être accompagnées par un homme. Les refuges ont fermé et de nombreuses femmes manifestantes ont disparu ou ont été tuées. Les libertés civiles et les droits politiques des femmes ont été supprimés.<sup>20</sup>

Pour les mois à venir, je prévois une [campagne sur les réseaux sociaux](#) contre les atrocités commises par les talibans, dans le but d'influencer d'autres pays à axer leurs politiques sur la reconnaissance et la condamnation de la violence et de l'oppression des femmes et des filles par les talibans. Une série de vidéos que j'ai produites pour la campagne invite les non-Afghans à s'informer sur le cyclone de gains et de pertes de droits et de libertés qu'ont traversé les femmes afghanes. Elle peut également servir de ressource pour d'autres gouvernements ou organisations internationales indépendantes qui enquêtent sur ce thème à des fins de justice transitionnelle.

Ma contribution est un tremplin vers une documentation efficace des atrocités commises contre les femmes et les filles afghanes. Elle permet au public de comprendre et d'apprendre directement des femmes afghanes plutôt que d'une voix ventriloque issue de la communauté internationale. D'après mon expérience, les femmes sont désireuses de participer à des entretiens et accueillent favorablement une telle initiative, car elles veulent s'exprimer et être entendues sur la crise des droits des femmes. Les militantes afghanes, malgré l'émigration et l'exil, l'avenir inconnu et incertain, sont plus déterminées que jamais à s'engager pour demander justice.



# THE PHYSICAL, DIGITAL, LEGAL, AND FINANCIAL PROTECTION OF YOUTH ACTIVISTS, JOURNALISTS AND HUMAN RIGHTS CAMPAIGNERS

par : **Mohammad Yahya Qanie**

En dehors du continent africain, l'Afghanistan est le pays le plus jeune du monde, les moins de 35 ans représentant près de 75 % de la population. En Afghanistan, le nombre d'assassinats ciblés de jeunes militants, de défenseurs des droits humains et de journalistes en 2020 et 2021 a été parmi les plus élevés jamais enregistrés pendant la guerre. Sachant qu'aucun mécanisme n'existe pour protéger les jeunes militants sur le plan physique, numérique, juridique ou financier, nous, un groupe de plus de 240 organisations dirigées par des jeunes, nous sommes réunis sous le nom du National Youth Consensus for Peace (Consensus national des jeunes

**CONTEXTE :** Afghanistan

**FACTEURS DE RISQUE D'ATROCITÉ OBSERVÉS :**

Conflit armé actif

Instabilité politique causée par des conflits de pouvoir et des mouvements d'opposition armés ou radicaux.

Capacité de recruter ou d'encourager un grand nombre de personnes ou un groupe de population et disponibilité de moyens pour les mobiliser

pour la paix) afin d'élaborer une stratégie immédiate pour protéger les jeunes militants, au moins sur le plan physique et numérique.

La sécurité physique, numérique et juridique reste l'une des considérations les plus essentielles pour les groupes de jeunes militants et de défenseurs des droits humains avec lesquels j'ai travaillé. Étant donné que nous avons été en première ligne et que, désormais, le public nous connaît, notre identité nous place dans une position dangereuse. Il n'existe pas de cadre national de protection et, selon le niveau et la forme des menaces, la question de la protection – physique, numérique ou juridique – diffère d'une région à l'autre. La faiblesse de l'État dans les années qui ont précédé la prise de pouvoir des talibans en 2021, notamment dans le secteur de la sécurité, a montré aux jeunes militants à quel point leur sécurité physique était fragile. Les assassinats ciblés (dont il est supposé qu'ils sont en grande partie perpétrés par les talibans) constituaient l'un des problèmes les plus épineux auxquels il était impossible de s'attaquer. En outre, il n'existait aucune loi nationale visant à protéger les jeunes militants et les civils contre la surveillance, le piratage informatique et les menaces liées aux réseaux sociaux. Par-dessus tout, le niveau élevé de corruption et de racisme au sein de l'État, du secteur de la sécurité et du système judiciaire empêchait les jeunes militants afghans de mener leurs activités en toute sécurité.



## Se protéger contre les brutalités policières lors des manifestations

Les atrocités et la violence peuvent se manifester sous diverses formes. Je me concentrerai ici uniquement sur la plus récente et la plus personnelle : la brutalité policière. À la lumière du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis, la brutalité policière est revenue au centre de l'attention publique depuis au moins deux ans. Comme vous pouvez probablement l'imaginer, il est naïf de penser que la brutalité policière ne se produit qu'aux États-Unis. En Indonésie, d'où je suis originaire, presque chaque manifestation se termine par une scène

d'agitation entre les manifestants et la police. Cependant, la clameur contre la brutalité policière est sporadique, car elle a été normalisée. L'idée d'avoir de fortes chances d'être agressés physiquement et arrêtés par la police en participant à une manifestation a tragiquement été implantée au plus profond la conscience de notre société. Nous sommes ainsi nombreux à ne pas comprendre que la brutalité policière devrait être un événement extraordinaire. Nous ne savons pas que chaque manifestation ne doit pas être synonyme de gaz lacrymogènes et de matraques.



Il est, bien sûr, dévastateur de voir le gouvernement d'une nation démocratique traiter la critique publique par la répression. Faire de la place aux différences d'opinions est le signe d'une démocratie saine ; recourir à la brutalité ne l'est pas. Il est de notre responsabilité de lutter contre la brutalité policière de toutes les manières possibles. Mais comme nous ne pouvons pas changer la situation du jour au lendemain, nous devons nous charger de la prévention des atrocités en nous adaptant tactiquement aux brutalités qui pourraient se produire.

La première chose que nous devons faire pour faire face à la brutalité est d'apprendre à connaître nos droits. Assurez-vous qu'avant de participer à une manifestation, vous connaissez votre droit de vous y trouver et les conséquences potentielles telles qu'une arrestation ou une détention arbitraire. Ensuite, nous devons assurer notre propre sécurité et anticiper la brutalité en faisant ce qui suit :

- 1. Filmez autant que vous le pouvez.** Apportez votre smartphone, votre caméra ou tout autre appareil d'enregistrement et veillez à filmer ce que vous voyez. Les manifestations, selon leur nature, peuvent rapidement dégénérer, de sorte que toute preuve vidéo est utile si vous en avez besoin.
- 2. Manifestez en groupe.** L'union fait la force et le fait d'être accompagnés d'un groupe de militants de confiance permet de s'assurer que tout le monde va bien pendant la manifestation.

- 3. Créez et maintenez une ligne téléphonique d'assistance juridique et de sécurité que les manifestants et les militants pourront appeler en cas de besoin.**
- 4. Préparez le personnel paramédical pour le jour de la manifestation.** Assurez-vous de pouvoir trouver une aide médicale en cas de besoin. Il n'est pas rare de souffrir de déshydratation, de désorientation, de crises de panique, d'anxiété ou de blessures physiques lors de manifestations intenses.
- 5. Apportez des objets de sécurité personnelle tels que des casques, des lunettes de protection, de l'eau et des médicaments personnels.**
- 6. Si vous vous faites arrêter, criez votre nom pour que les autres manifestants sachent qui vous êtes et que vous aurez besoin d'une assistance juridique.**
- 7. Consolidez l'assistance juridique grâce à des plateformes de financement participatif comme GoFundMe.** L'assistance juridique est onéreuse, c'est pourquoi de telles plateformes sont essentielles si vous ne disposez pas des fonds nécessaires pour obtenir une assistance juridique par vous-même.

Pour plus d'informations sur la manière d'assurer votre sécurité lors des manifestations, rendez-vous à l'adresse suivante : [https://www.amnestyusa.org/pdfs/SafetyDuringProtest\\_F.pdf](https://www.amnestyusa.org/pdfs/SafetyDuringProtest_F.pdf) – **Manik Marganamahendra**

L'exécution ciblée de jeunes militants n'est qu'un des nombreux exemples de violations flagrantes des droits humains et du droit humanitaire international. Parmi les autres indicateurs d'atrocité observés en Afghanistan, citons la corruption et le racisme, les attaques systématiques et planifiées contre des groupes spécifiques d'intellectuels et la perturbation des initiatives et activités de rétablissement de la paix. À la suite de l'accord de Doha entre les États-Unis et les talibans sur la paix en Afghanistan, nous avons assisté à une augmentation spectaculaire des assassinats ciblés de jeunes militants, de défenseurs des droits humains et de journalistes connus en Afghanistan, ce qui a renforcé les craintes des militants. Compte tenu du nombre sans précédent d'espaces à risque pour les jeunes militants, nous avons tenté de créer une stratégie de sécurité physique et numérique immédiate en deux volets, tout en faisant inlassablement pression sur les responsables et les organisations internationales pour qu'ils élaborent une stratégie internationale à long terme et consacrent des fonds à la protection des jeunes militants.

Dans le premier volet de la stratégie immédiate, nous, le National Youth Consensus for Peace, avons créé un guide de base pour la protection numérique des jeunes activistes tout en développant des études de cas sur les exécutions ciblées perpétrées par le passé. Il s'agissait d'une tâche importante, car l'échange d'informations sur Internet n'est pas sécurisé. D'après nos conclusions, la majorité des victimes d'assassinat ont été identifiées et suivies grâce aux plateformes de réseaux sociaux. Il convient également de noter que les acteurs gouvernementaux et tiers peuvent facilement intercepter des appels téléphoniques et même obtenir l'accès à des SMS, documents et informations personnelles très sensibles sur l'identité de leur cible. Notre guide numérique contenait des stratégies pour un échange de courriers électroniques et des applications de messagerie plus sûrs, la protection des données et des documents, le stockage d'informations sensibles telles que les mots de passe, le niveau et le type d'informations qu'il est possible de partager en toute sécurité sur les réseaux sociaux, et la manière d'ajuster les paramètres des smartphones pour minimiser l'accès des tiers et rendre le téléphone presque intrajetable.



Le deuxième volet de la stratégie immédiate porte sur la protection physique personnelle des militants. Nous leur donnons des consignes sur la manière de reconnaître les signes d'alerte importants, ainsi que sur ce qu'ils doivent faire s'ils se rendent compte qu'ils sont suivis ou attaqués physiquement. Par rapport à la sécurité numérique, l'autodéfense et la protection physique sont difficiles à appliquer concrètement, mais nous avons cherché à mettre en pratique les leçons acquises en les simplifiant tout en préservant les principes fondamentaux. La question de la sécurité numérique et physique est vaste, et une évaluation plus approfondie peut être nécessaire pour répondre aux demandes de différents types de militants dans différents endroits ; nous avons toutefois inclus les facteurs essentiels pertinents pour la situation de l'Afghanistan. Notre mission consistait à conseiller les militants sur la manière de se défendre, même si l'État ne le fait pas. Nous avons insisté sur l'importance pour les jeunes militants de comprendre leur propre capacité à influencer le changement par l'action.

Nous avons également fait pression pour que les jeunes militants bénéficient de mesures de sécurité accrues. Lorsque nous avons appris que les gouvernements ne s'intéressaient pas à ce sujet crucial ou exigeaient de leur côté des enquêtes et des analyses approfondies, nous avons conçu notre propre méthode d'autoprotection. Nous avons formé un triangle composé de l'État, de spécialistes de la paix et de la sécurité, et de jeunes militants issus du niveau local. Les compétences et les connaissances collectives de ce groupe nous ont permis de relier avec succès les éléments théoriques et d'appliquer les expériences des victimes pour élaborer un guide.

Nous avons commencé à élaborer le guide dans le but de créer un outil structuré qui apportera une réponse immédiate aux problèmes des militants afghans. Une fois le guide élaboré et présenté, nous avons prévu de lancer une campagne sur les réseaux sociaux et de demander au Bureau de l'Envoyé des Nations Unies pour la Jeunesse de travailler sur une résolution pour la « protection juridique, physique et numérique mondiale » des jeunes activistes dans le cadre du programme Jeunesse, paix et sécurité. Cependant, en raison de l'effondrement du gouvernement afghan en août 2021, nous n'avons pu faire que quelques présentations à quatre groupes de jeunes militants. Notre initiative n'a jamais été finalisée ou présentée aux jeunes activistes afghans comme un guide complet.

## Recommandations :

### Concentrez-vous sur ce que vous pouvez faire

Malgré toutes les avancées et les réalisations humaines du XXI<sup>e</sup> siècle, la majorité de la population continue de lutter pour vivre une vie sûre et normale. Les réglementations et les pratiques qui étaient destinées à assurer la sécurité et la prospérité des humains échouent lamentablement. En effet, les règles et réglementations compliquent la politique et les gouvernements au point que nous ne parvenons pas à atteindre notre objectif fondamental de protection des êtres humains. Si nous avons encore besoin de réformes fondamentales et d'attention dans des domaines tels que la protection physique, numérique et juridique des jeunes activistes, des défenseurs des droits humains et des journalistes, il existe des mesures que vous pouvez prendre pour réduire au minimum les effets négatifs des incidents. Les groupes de jeunes sont créatifs, capables et engagés. Ils peuvent se regrouper et prendre des mesures dans leurs cercles respectifs sur presque toutes les questions. Sachant que les procédures formelles prennent du temps et que les résultats au niveau national ou international nécessitent de gros efforts, les groupes de jeunes peuvent créer leur propre espace et trouver des solutions immédiates. Cette approche a l'avantage d'offrir aux jeunes une voix plus forte pour faire pression, en faisant valoir le fait qu'ils ont fait leur part du travail. Ils peuvent rassembler des connaissances, cerner des problèmes et des obstacles spécifiques et contourner les longues procédures.

### Trouvez l'approche la plus efficace

Étant donné l'ampleur et l'importance du problème de l'insécurité, les groupes de jeunes peuvent concevoir une approche efficace pour y faire face. Toutes les parties doivent être identifiées et impliquées dès le départ. Dans le cadre de notre démarche, nous avons défini et construit un triangle composé de jeunes militants, de spécialistes de la paix et de la sécurité, et des organes de sécurité de l'État. Chacune de ces parties a joué un rôle unique et a apporté une contribution considérable à notre cause. Parce qu'ils étaient les principales victimes, les jeunes militants et les défenseurs des droits humains ont occupé une place centrale. Les survivants ont également pu partager de précieuses histoires et expériences. Par ailleurs, les spécialistes de la paix et de la sécurité ne connaissaient pas les réalités du terrain en Afghanistan, mais connaissaient et comprenaient suffisamment le sujet pour aider à l'élaboration d'un premier guide stratégique. Enfin, il y avait l'État, qui était chargé de la sécurité ainsi que de la connaissance pratique de la réalité sur le terrain. La combinaison des besoins des jeunes activistes avec les connaissances pratiques des spécialistes et des organes de l'État a permis de créer un triangle efficace pour concevoir un guide stratégique exploitable qui puisse répondre aux besoins immédiats des jeunes activistes, des défenseurs des droits humains et des journalistes.

## Maintenez l'accent sur le changement fondamental

Tout en travaillant activement à la résolution d'un problème, n'oubliez pas de plaider plus fort que jamais pour encourager les décideurs politiques, la communauté internationale et les organisations internationales comme les Nations Unies à agir à un niveau supérieur. Obtenir la reconnaissance du problème par les organisations internationales, s'appuyer sur les groupes qui ont essayé de résoudre le problème, et établir des méthodes en tant que politique dans le cadre de mandats nationaux et internationaux sont autant de mesures qui contribuent à aborder le problème dans un contexte plus large.

### Appel à l'action : Soutenez les jeunes militants afghans

La chute de l'Afghanistan aux mains des talibans, le 15 août 2021, a eu un impact sévère et néfaste sur la vie de millions de jeunes dans le pays. L'effondrement du gouvernement s'est accompagné de l'effondrement de l'économie, des institutions éducatives, des droits humains et des espoirs de près de 18 millions de personnes.

Les jeunes Afghans, qui étaient déjà marginalisés au départ, ont vécu le pire traumatisme de leur vie. La plupart n'ont pas pu quitter le pays et sont restés, non par choix, mais par désespoir. Certains ont réussi à fuir vers les États-Unis, l'Europe, le Pakistan et l'Iran. Ils ont laissé derrière eux leur famille, leurs amis, leurs objectifs et leurs ambitions et ont embarqué toute leur vie et tous leurs rêves dans un seul sac à dos dans l'espoir de sauver littéralement leur vie.

Ne laissons pas nos gouvernements permettre à des factions minimes de décider du sort de 18 millions de personnes. À titre individuel et collectif, aidons nos jeunes alliés afghans au travers d'initiatives de financement, de mentorat, de partage de nos réseaux, de mise en relation avec des emplois ou par tout autre moyen. Les jeunes Afghans ont désespérément besoin de votre soutien ; ils traversent les jours les plus difficiles de leur vie. Nous ne pouvons pas les laisser tomber

# CONCLUSION

par Bokang Pooe et Devon Gulbrandsen

Les atrocités tels que le génocide, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité ne sont pas des événements spontanés ou aléatoires. Au contraire, ils sont planifiés et intentionnels, avec des tendances claires et mesurables qui indiquent l'intention de perpétrer un acte de violence de masse. Pourtant, les efforts de prévention et d'intervention précoces peuvent souvent négliger des indicateurs cruciaux, notamment la violence à petite échelle qui ne fait pas forcément la une des journaux nationaux ou internationaux, la violence ciblée et peu meurtrière comme les attaques de gangs ou de groupes, ou les développements stratégiques non violents comme la capacité croissante des milices armées. Ces indicateurs, bien qu'ils ne soient pas officiellement reconnus comme des facteurs de risque, contribuent à créer un environnement propice à la perpétration d'atrocités. Plus souvent encore, les stratégies de prévention négligent l'implication des jeunes en tant qu'acteurs clés et le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'identification de ces événements plus localisés et au niveau communautaire. Les jeunes sont souvent considérés à la fois comme des acteurs et des victimes de la violence, et la littérature ne fait que très peu état de leurs efforts inlassables pour combattre la violence



au sein de leurs communautés. Comme l'attestent les différents chapitres de cette boîte à outils, les jeunes sont particulièrement bien placés pour cerner et dénoncer les tendances inquiétantes dans leurs communautés et leurs pays au moyen de dialogues communautaires, d'initiatives de communication de la vérité et de mémorialisation, de campagnes sur les réseaux sociaux et d'efforts de plaidoyer et de sensibilisation.

L'identification des signes avant-coureurs des atrocités est essentielle au travail de prévention, et l'intervention précoce l'est encore plus. Les interventions variées détaillées dans cette boîte à outils témoignent de la capacité et de l'approche nuancée des jeunes pour s'engager dans les efforts de prévention au sein de leurs communautés. Elles perturbent et discréditent également le discours selon lequel les jeunes sont indifférents, paresseux et n'ont pas assez d'expérience pour s'engager véritablement dans la prévention des atrocités. Les jeunes ont rarement l'occasion concrète d'utiliser leurs connaissances expérientielles pour produire de la littérature sur ce sujet dans leur propre contexte. Trop souvent, ils sont consultés et ne participent pas au processus décisionnel sur la manière dont leurs contributions sont ensuite communiquées. Les projets communautaires entrepris par les membres du Groupe de travail de la GIJTR, ainsi que le contenu de cette boîte à outils, témoignent de la richesse des connaissances et des compétences des jeunes.

Les enseignements de la mise en œuvre de ces initiatives, qu'il serait judicieux pour les jeunes militants d'intégrer et de prendre en compte dans leur travail, sont détaillés ci-dessous :

### Tenir compte de la sûreté et de la sécurité

Si l'activisme et le plaidoyer sont des entreprises nobles, tous les secteurs de la société ne soutiennent pas ceux qui remettent en cause le statu quo. Il est donc impératif de donner la priorité à la sûreté et à la sécurité de votre équipe, tant sur le plan physique que numérique. Protéger l'identité de chacun dans les médias et sur les plateformes de réseaux sociaux garantit un niveau de sécurité supplémentaire dans les situations volatiles et hostiles. L'idéal serait également d'utiliser des mécanismes de sécurité en ligne pour crypter vos données et informations. Bien entendu, ces mesures ne sont pas sans faille, c'est pourquoi, dans la mesure du possible, il vous incombe de veiller à ce que votre réseau comprenne des représentants juridiques, qui pourront vous aider en cas d'arrestation illégale.

### Impliquer de manière stratégique et empathique les réseaux et les parties prenantes concernés

Engagez les parties prenantes et les réseaux pertinents de manière stratégique afin de créer un capital social qui favorisera un soutien envers votre initiative. L'établissement de relations valables garantit que les interventions futures disposent d'une base de travail, ce qui augmente la probabilité d'un changement durable. Il est important de veiller à ce que



toutes les parties prenantes, en particulier celles qui peuvent être considérées comme des victimes, soient traitées avec empathie. Leurs histoires et leurs expériences sont ce qui donne un sens à notre militantisme et formeront plus que probablement des archives de mémoire collective qui pourront servir de pont vers la guérison et la justice transitionnelle.

### Analyser toutes les informations de manière critique

En veillant à ce que toutes les informations soient examinées et vérifiées, vous pourrez raconter des histoires exactes et élaborer des stratégies efficaces pour vos initiatives. La pratique de l'analyse critique vous oblige à ne vous intéresser qu'aux faits, ce qui vous permet de gagner en crédibilité auprès de votre public et des communautés dans lesquelles vous travaillez, tout en vous assurant que votre initiative reste du bon côté de l'histoire.

### Utiliser des solutions créatives pour communiquer votre message

Utilisez des outils tels que les plateformes en ligne qui peuvent propulser votre message vers un public plus large, mais aussi vous mettre en relation avec des alliés, des donateurs et des partenaires pertinents susceptibles de vous aider à atteindre vos objectifs. De plus, le recours à des interventions artistiques telles que la musique ou les arts graphiques peut également approfondir votre message et engager le public à un niveau plus humain.

### Protéger et entretenir activement votre santé mentale

La santé mentale est primordiale pour le succès de toute initiative, en particulier à une époque où nous travaillons dans l'isolement et où nous subissons la tension supplémentaire de la pandémie de COVID-19. Il est essentiel de prendre des mesures actives pour réfléchir intérieurement et évaluer notre capacité à nous engager dans le travail ardu du militantisme. En outre, le fait d'impliquer vos réseaux dans votre bien-être mental et d'accéder aux ressources disponibles, que ce soit en ligne ou au moyen de la psychothérapie et du conseil, vous permettra, à vous et à votre équipe, de remplir la mission que vous vous êtes fixée.

Les membres du groupe de travail qui ont rédigé cette publication ne se sont pas contentés de s'attaquer aux problèmes qu'ils constatent dans leurs communautés, mais se sont également engagés à former une nouvelle génération de militants en relatant leurs expériences dans La voix plutôt que la violence. Les stratégies qu'ils ont partagées et les idées qu'ils ont fournies permettront aux militants du monde entier d'apprendre de ceux qui sont ancrés dans leurs communautés et qui ont mis en œuvre des campagnes et des projets pour relever les nombreux défis de cette période la plus éprouvante de notre histoire récente.

### RÉFÉRENCES

1. *ICTY reflects strengths and weaknesses of international justice*, Pierre Hazan, justiceinfo.net, avril 2016 : <https://www.justiceinfo.net/en/26728-icty-reflects-strengths-and-weaknesses-of-international-justice.html>
2. Le rôle des médias à Prijedor a été largement abordé dans *Procureur c. Stakić*, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, juillet 2003 : <https://www.icty.org/x/cases/stakic/tjug/en/stak-tj030731e.pdf>
3. *Call to genocide: Radio in Rwanda 1994*, Alison Des Forges dans « The media and the Rwanda genocide », Allan Thompson, 2007, p. 49-50 : <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/30283/IDL-30283.pdf?sequence=9&isAllowed=y>
4. *From Texas to Kosovo: Rape survivor returns as part of new gov't*, Al Jazeera, mars 2021 : <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/25/from-texas-to-kosovo-rape-survivor-returns-as-part-of-new-govt>
5. L'origine de ce slogan politique (la variante « le privé est politique » existe également) n'est pas claire, mais il exprime une croyance commune parmi les féministes selon laquelle les expériences personnelles des femmes sont enracinées dans leur situation politique et l'inégalité des genres. Il a été popularisé en 1970 par un essai du même nom de la féministe américaine Carol Hanisch. Voir <https://www.britannica.com/topic/the-personal-is-political>
6. *Santé mentale et militantisme*: Conversation vidéo sur la santé mentale et le militantisme produite par Iva Janković dans le cadre de l'initiative We Didn't Give Up because We Remember dédiée au trentième anniversaire des manifestations anti-guerre pendant les guerres des années 90 en ex-Yougoslavie.
7. « Helping the Helpers », Mental Health and Human Rights Info. <https://www.hhri.org/thematic-pages-overview/helping-the-helpers/>
8. Conférence : Gabor Maté, When The Body Says No: Mind/Body Unity and the Stress- Disease Connection <https://www.youtube.com/watch?v=qHlWXWduFO>
9. Pour en savoir plus et consulter d'autres ressources, rendez-vous sur : <https://www.hhri.org/thematic-pages-overview/helping-the-helpers/>
10. Brené Brown est chercheuse et écrivaine et a passé les deux dernières décennies à étudier le courage, la vulnérabilité, la honte et l'empathie. Elle pense qu'il faut passer par la vulnérabilité pour trouver le courage, et qu'il faut donc « accepter le pétrin ». Pour plus d'informations, rendez-vous sur : <https://brenebrown.com/about>
11. « How Duterte Used Facebook To Fuel The Philippine Drug War. » Buzzfeed, Davey Alba. 4 septembre 2018 <https://www.buzzfeednews.com/article/daveyalba/facebook-philippines-dutertes-drug-war>
12. « Philippines War on Drugs ». Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/tag/philippines-war-drugs>
13. « How Duterte Used Facebook To Fuel The Philippine Drug War. » Buzzfeed, Davey Alba. 4 septembre 2018 <https://www.buzzfeednews.com/article/daveyalba/facebook-philippines-dutertes-drug-war>
14. « Philippines: UN rights office appalled over simultaneous killings of 'red-tagged' activists. » ONU Info, 9 mars 2021 <https://news.un.org/en/story/2021/03/1086782>
15. « 2021 State of Press Freedom in the Philippines », Melinda De Jesus. Philippine Center for Investigative Journalism, 5 mai 2021. <https://pcij.org/article/6425/2021-state-of-press-freedom-in-the-philippines>
16. Riley E. Olson. Roles of Social Media in the Black Lives Matter Movement During COVID-19. Avril 2021. <https://scholarworks.qvsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1839&context=honorsprojects>
17. Cortés-Ramos A, Torrecilla García JA, Landa-Blanco M, Poleo Gutiérrez FJ, Castilla Mesa MT. Activism and Social Media: Youth Participation and Communication. 2021 <https://www.mdpi.com/2071-1050/13/18/10485>
18. Union africaine, « Une Meilleure Inclusion de la Jeunesse Africaine dans la Fonction Publique, Un Atelier pour des Réformes Progressives et sur Comment les Atteindre ». 5 mai 2020. <https://au.int/fr/newsevents/20200504/une-meilleure-inclusion-de-la-jeunesse-africaine-dans-le-fonction-publique>
19. Maizland, Lindsay. « US-Taliban Peace Deal: What To Know. » Council on Foreign Relations, 2 mars 2020. <https://www.cfr.org/backgrounder/us-taliban-peace-deal-agreement-afghanistan-war>
20. « From Taliban to Taliban: Cycle of Hope, Despair on Women's Rights. » Heather Barr, Human Rights Watch. 1<sup>er</sup> novembre 2021. <https://www.hrw.org/news/2021/11/01/taliban-taliban-cycle-hope-despair-womens-rights>
21. Abed, Fahim et Gibbons-Neff, Thomas. « Targeted Killings Are Terrorizing Afghans. And No One Is Claiming Them ». New York Times, 2 janvier 2021. <https://www.nytimes.com/2021/01/02/world/asia/afghanistan-targeted-killings.html>
22. Communiqué de presse du Conseil de sécurité de l'ONU. « Killings, Suffering of Afghanistan's People 'Must End Now', Special Representative Tells Security Council, Demanding Greater Action by Global Community ». 23 mars 2021. <https://www.un.org/press/en/2021/sc14472.doc.htm>



International Coalition of  
**SITES of CONSCIENCE**

[www.sitesofconscience.org](http://www.sitesofconscience.org)

 [Facebook.com/SitesofConscience](https://www.facebook.com/SitesofConscience)

 [@SitesConscience](https://twitter.com/SitesConscience)

 [SitesofConscience](https://www.instagram.com/SitesofConscience)



## GIJTR

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation

[www.gijtr.org](http://www.gijtr.org)

 [@GIJTR](https://twitter.com/GIJTR)

 [@GIJTR](https://www.instagram.com/GIJTR)